

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de Département de la Savoie

## **DEPARTMENT DE LA SAVOIE**

Place du Château  
73000 Chambéry

**Exercice clos le 31 décembre 2021**  
**Expérimentation – Loi NOTRé article 110**

## **Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et de  
Commissariat aux Comptes au capital  
de 2 297 184 € inscrite au tableau de  
l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France  
et membre de la Compagnie régionale de  
Versailles et du Centre  
RCS Nanterre 632 013 843  
29, rue du Pont  
92200 Neuilly-sur-Seine

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes du Département de la Savoie

Exercice clos le 31 décembre 2021

## Expérimentation – Loi NOTRÉ article 110

Au Président du Département de la Savoie,

En vertu de l'article 110 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRÉ), la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes (CRC), une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements afin d'établir les conditions préalables et nécessaires à l'audit des comptes du secteur public local. Le Département de la Savoie a ainsi été retenu dans le cadre de ce dispositif d'expérimentation.

En accord avec la Cour des comptes, le Département de la Savoie a fait le choix de poursuivre l'expérimentation en soumettant ses états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 à un audit. Ces derniers sont composés d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe (ci-après les « Comptes ») et doivent être établis conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57 ainsi qu'aux autres instructions comptables applicables aux budgets annexes.

Les Comptes, dont la préparation et le contenu sont placés sous la responsabilité de l'ordonnateur du Département de la Savoie et du comptable public, ont été arrêtés par le Président du département.

En notre qualité de commissaire aux comptes et en réponse à la mission qui nous a été confiée par votre département à la suite de l'obtention du marché n°20MA004, nous avons effectué l'audit des Comptes du Département de la Savoie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

### **I – Diligences effectuées au cours de la mission**

Nos travaux ont consisté en l'audit des Comptes devant être établis selon l'instruction comptable M57 et les autres instructions applicables aux budgets annexes.

Exercice clos le 31 décembre 2021

Notre audit a été effectué selon les dispositions du code de commerce, les normes d'exercice professionnel et la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Il ne consiste pas, en revanche, à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du Département de la Savoie.

## **II – Rapport d'audit**

### **Opinion avec réserves**

En notre qualité de commissaire aux comptes et en réponse à la mission qui nous a été confiée par votre département, nous avons effectué l'audit des Comptes du Département de la Savoie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous considérons que les Comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, au regard de l'instruction budgétaire et comptable M57 ainsi que des autres instructions comptables applicables aux budgets annexes, le patrimoine et la situation financière du Département de la Savoie au 31 décembre 2021, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

### **Fondement de l'opinion avec réserves**

Comme le mentionne la note introductive de l'annexe des Comptes, des travaux de fiabilisation ont été mis en œuvre pour chacun des postes. Toutefois, en raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne relatives aux postes ci-dessous et de l'impossibilité d'en justifier le montant enregistré au moyen d'autres procédures, nous n'avons pu vérifier les montants suivants au 31 décembre 2021 :

- Les constructions s'élèvent à 554 M€ en valeur brute et 439 M€ en valeur nette au 31 décembre 2021. En l'absence de pièces justificatives disponibles, nous n'avons pas été en mesure de mener les diligences appropriées pour vérifier le montant enregistré.

Exercice clos le 31 décembre 2021

- Les installations techniques, agencements et matériel et les autres immobilisations corporelles s'élèvent à 99 M€ en valeur brute et 36 M€ en valeur nette au 31 décembre 2021. En raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne relatives à l'inventaire physique et de l'impossibilité de vérifier le poste Installations techniques, agencements et matériel et les autres immobilisations corporelles au moyen d'autres diligences, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur sa réalité, exhaustivité et mesure au 31 décembre 2021.
- Les postes Réseaux et installations de voirie, qui s'élèvent en valeur nette à 3 070 M€ au 31 décembre 2021, ne font pas l'objet d'un recollement avec un inventaire physique. En raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne relatives à l'inventaire physique et de l'impossibilité de vérifier ces Postes au moyen d'autres diligences, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur leur réalité, exhaustivité et mesure au 31 décembre 2021.
- Le poste Impôts et Taxes s'élève à 427 M€ au 31 décembre 2021 et concerne, notamment la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, l'Imposition Forfaitaire Annuelle, les Droits de Mutation à Titre Onéreux, la Taxe sur les Conventions d'Assurance, la Taxe Départementale de Publicité Foncière, la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties qui représentent 388 M€ de ce montant. Une part significative des processus est réalisée auprès des services de l'Etat. Compte tenu des seuls dispositifs actuels de contrôle mis en œuvre par le département, et de l'impossibilité de justifier ces données au moyen d'autres procédures, nous n'avons pas pu obtenir un niveau d'assurance raisonnable sur l'absence d'anomalies significatives. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure, de nous prononcer sur la réalité, l'exhaustivité et la mesure du montant de ces produits au 31 décembre 2021.
- Au sein des charges d'intervention – Dispositifs pour compte propre qui correspondent à 259 M€ au 31 décembre 2021, la charge afférente au Revenu de Solidarité Active (RSA) s'élève à 35 M€. Le RSA est géré par la Caisse d'Allocations Familiales. Au regard des seuls dispositifs actuels de contrôle mis en œuvre par le département, et de l'impossibilité de justifier ces données au moyen d'autres procédures, nous n'avons pas pu obtenir un niveau d'assurance raisonnable sur l'absence d'anomalies significatives. Nous ne sommes donc pas en mesure de nous prononcer sur la réalité, l'exhaustivité et la mesure ainsi que le correct rattachement à l'exercice des charges relatives au RSA au 31 décembre 2021.
- Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère exhaustif des engagements hors bilan figurant dans les notes 17 et 18 de l'annexe. Il appartient au département de définir un processus pour s'assurer de la centralisation de l'ensemble des engagements donnés et des engagements reçus de la collectivité.

Exercice clos le 31 décembre 2021

- Enfin, le poste provisions pour risques et charges s'élève à 10,5 M€ au 31 décembre 2021. Des provisions d'un montant total de 6,6 M€ ne sont pas justifiées au regard du référentiel comptable applicable au département. En ce qui concerne la provision Compte Epargne Temps, si la méthode de calcul au coût réel avait été appliquée au 31 décembre 2021, le montant de la provision à constituer aurait été supérieur d'un million d'euros. Toutefois, les dispositifs de contrôle interne étant insuffisants, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le caractère exhaustif des provisions notamment en lien avec d'éventuels litiges.

### **III - Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention du lecteur des Comptes sur les informations suivantes fournies dans l'annexe des Comptes :

- La note « Principes et méthodes comptables – 1. Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe qui présente les impacts de la crise sanitaire sur les recettes fiscales liées à l'économie de la neige ;
- La note « Principes et méthodes comptables – 2. Périmètre des états financiers » de l'annexe qui présente les principes de présentation des Comptes ainsi que l'incidence des flux inter budgets au sein du département ;
- La note « Principes et méthodes comptables - 3. Changement de méthodes comptables, changements d'estimation et corrections d'erreurs » qui présente les incidences des corrections d'erreurs relatives à la fiabilisation de l'actif immobilisé ;
- La note « 7. La Trésorerie » qui rappelle les spécificités du poste comptable au sein du secteur public local.

### **IV – Responsabilités de l'ordonnateur et du comptable public relatives aux Comptes**

Il appartient à l'ordonnateur et au comptable public d'établir des Comptes présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux entités publiques locales et à l'ordonnateur et au comptable public de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de Comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Les Comptes ont été arrêtés par l'ordonnateur.

Exercice clos le 31 décembre 2021

## **V- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des Comptes**

Il nous appartient d'effectuer un audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et d'établir un rapport sur les Comptes.

Nous avons réalisé notre mission dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 2 juin 2022

Commissaire aux Comptes

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**



Helene Baron Bual  
2022.06.02 14:03:44  
+02'00'

Hélène Baron-Bual  
Associée

## SOMMAIRE

Bilan	2
Compte de résultat	8
Annexes des états financiers :	13
Préambule	14
Principes et méthodes comptables	15
Note 1 - Les immobilisations incorporelles	38
Note 2 - Les immobilisations corporelles	42
Note 3 - Droit de retour	47
Note 4 - Les immobilisations financières	48
Note 5 - Les stocks	50
Note 6 - Les créances	51
Note 7 - La trésorerie	52
Note 8 - Les fonds propres	53
Note 9 - Les provisions pour risques et charges	55
Note 10 - La dette financière	56
Note 11 - Les dettes non financières	69
Note 12 - Les comptes de régularisation	70
Note 13 - Les produits de fonctionnement	71
Note 14 - Les charges de fonctionnement	73
Note 15 - Les charges d'intervention	78
Note 16 - Le résultat financier	80
Note 17 - Les engagements donnés	81
Note 18 - Les engagements reçus	90

# Bilan



P.DEP SAVOIE

07300 DEP SAVOIE

Exercice 2021

BILAN SYNTHETIQUE (En Milliers d'Euros)

ACTIF NET HI	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>FONDS PROPRES</b>	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	2 459 995,47
Subventions d'investissement versées	229 806,86	Neutralisations et régularisations	16 664,40
Autres immobilisations incorporelles	17 592,11	Réserves	1 150 763,35
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	53 579,43
Terrains	27 206,44	Résultat de l'exercice	76 759,95
Constructions	438 615,81	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	99 635,17
Réseaux et installations de voirie	3 069 678,14	<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>3 857 397,76</b>
Réseaux divers	4 128,20	<b>PASSIF</b>	
Installations techniques, agencements et matériel	22 069,83	<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)</b>	<b>10 518,10</b>
Immobilisations mises en concessions ou affermées	2 208,81	<b>DETTES FINANCIERES</b>	
Autres	14 498,52	Emprunts obligataires	47 500,00
Immobilisations corporelles en cours	31 989,93	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	104 952,71
Droits de retour relatifs aux biens mis a disposition ou affectes	20 532,60	Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)	51 827,24	<b>TOTAL DETTES FINANCIERES (2)</b>	<b>152 452,71</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>3 930 154,48</b>	<b>DETTES NON FINANCIERES</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 464,44
Stocks	1 614,72	Autres dettes non financières	15 095,85
Créances	19 924,74	Produits constatés d'avance	802,41
Charges constatées d'avance		<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES (3)</b>	<b>26 362,70</b>
Trésorerie	95 275,17	<b>TOTAL TRESORERIE (4)</b>	
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>116 814,59</b>	<b>TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)</b>	<b>189 333,51</b>
Comptes de régularisation (III)	127,74	Comptes de régularisation (III)	365,54
Ecarts de conversion actif (IV)		Ecarts de conversion passif (IV)	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>4 047 096,81</b>	<b>TOTAL GENERAL (I + II+III+IV)</b>	<b>4 047 096,81</b>

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations



073090  
P.DEP SAVOIE

07300 DEP SAVOIE  
BILAN (en Euros)

1-2  
Exercice 2021

ACTIF	NOTE	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS DEPRECIATIONS	NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		354 309 259,92	124 502 398,48	229 806 861,44	219 769 632,03
Autres immobilisations incorporelles		18 124 200,68	11 671 257,76	6 452 942,92	7 017 252,95
Immobilisations incorporelles en cours		11 139 167,90		11 139 167,90	8 352 338,73
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		28 442 982,51	1 236 543,93	27 206 438,58	26 936 003,34
Constructions		553 711 858,24	115 096 049,08	438 615 809,16	451 922 405,81
Réseaux et installations de voirie		3 069 678 137,60		3 069 678 137,60	2 964 819 437,71
Réseaux divers		9 207 469,84	5 079 271,06	4 128 198,78	382 507,04
Installations techniques, agencements et matériel		65 441 426,98	43 371 599,12	22 069 827,86	18 667 206,16
Immobilisations mises en concessions ou affermées		2 208 805,53		2 208 805,53	2 208 805,53
Autres		33 690 024,27	19 191 502,57	14 498 521,70	13 680 321,37
Immobilisations corporelles en cours		31 989 929,47		31 989 929,47	84 741 840,41
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTES		20 532 595,16		20 532 595,16	21 885 397,37
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		51 852 269,85	25 029,00	51 827 240,85	51 478 153,27
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>		<b>4 250 328 127,95</b>	<b>320 173 651,00</b>	<b>3 930 154 476,95</b>	<b>3 871 861 301,72</b>

073090  
P.DEP SAVOIE

07300 DEP SAVOIE  
BILAN (en Euros)

1-2  
Exercice 2021

ACTIF	NOTE	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS DEPRECIATIONS	NET	NET
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
STOCKS		1 614 718,00		1 614 718,00	1 636 882,52
CREANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		11 831 953,03		11 831 953,03	12 705 057,50
Créances sur les redevables et comptes rattaches		327 630,64	-228 294,65	555 925,29	186 516,53
Avances et acomptes versés par la collectivité		3 040 123,10		3 040 123,10	168 337,18
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		2 792 403,15		2 792 403,15	2 513 115,90
Créances sur budgets annexes		353 565,15		353 565,15	508 769,98
Créances sur les autres débiteurs		3 567 287,32	2 216 556,65	1 350 730,67	4 806 171,87
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE					
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE) (II)</b>		<b>23 527 680,39</b>	<b>1 988 262,00</b>	<b>21 539 418,39</b>	<b>22 524 851,48</b>
TRESORERIE					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES		95 275 173,53		95 275 173,53	87 011 872,15
AUTRES					
<b>TOTAL TRESORERIE (III)</b>		<b>95 275 173,53</b>		<b>95 275 173,53</b>	<b>87 011 872,15</b>
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		127 736,66		127 736,66	3 160 939,35
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>4 369 258 718,53</b>	<b>322 161 913,00</b>	<b>4 047 096 805,53</b>	<b>3 984 558 964,70</b>



P.DEP SAVOIE

1-2  
 Exercice 2021

07300 DEP SAVOIE  
 BILAN (en Euros)

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>FONDS PROPRES</b>			
APPORTS NON RATTACHES A UN ACTIF DETERMINE			
Dotations		1 638 744 480,91	1 638 428 209,48
Fonds globalisés		336 762 561,03	322 735 028,56
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		49 628 451,74	40 556 160,39
Rattachées à un actif non amortissable		434 859 976,47	431 646 641,85
NEUTRALISATIONS ET REGULARISATIONS		16 664 395,95	26 134 502,19
RESERVES		1 150 763 346,52	1 110 869 456,79
REPORT A NOUVEAU		53 579 425,89	48 381 824,90
RESULTAT DE L'EXERCICE		76 759 945,11	65 356 505,09
DROITS DU CONCEDANT ET DE L'AFFERMANT		522 481,92	522 481,92
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		99 112 692,33	98 288 408,58
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>		<b>3 857 397 757,87</b>	<b>3 782 919 219,75</b>

P.DEP SAVOIE

1-2

07300 DEP SAVOIE  
BILAN (en Euros)

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>PASSIF</b>			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		7 810 427,33	6 675 505,33
PROVISIONS POUR CHARGES		2 707 668,00	3 265 497,00
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)</b>		<b>10 518 095,33</b>	<b>9 941 002,33</b>
DETTES FINANCIERES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		47 500 000,00	47 500 000,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		104 952 710,41	111 164 374,75
DETTES FINANCIERES ET AUTRES EMPRUNTS			623 722,74
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES (2)</b>		<b>152 452 710,41</b>	<b>159 288 097,49</b>
DETTES NON FINANCIERES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 464 442,53	12 358 424,47
Dettes fiscales et sociales		489 462,06	14 641,98
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondantes à des opérations pour compte de tiers		1 648 304,83	1 513 868,19
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		12 896 401,68	15 963 941,50
Autres dettes non financières		61 682,58	87 137,49
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		802 410,00	108 052,09
<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES (3)</b>		<b>26 362 703,68</b>	<b>30 046 065,72</b>
TRESORERIE			
AUTRES ELEMENTS DE TRESORERIE PASSIVE			
<b>TOTAL TRESORERIE (4)</b>			
<b>TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)</b>		<b>189 333 509,42</b>	<b>199 275 165,54</b>
COMPTES DE REGULARISATION (III)		365 538,24	2 364 579,41
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
<b>TOTAL GENERAL (I + II+III+IV)</b>		<b>4 047 096 805,53</b>	<b>3 984 558 964,70</b>

# Compte de résultat



P.DEP SAVOIE

1-3

**07300 DEP SAVOIE**  
**COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31/12**  
**En Milliers d'Euros**

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)</b>		
Dotations de l'État	43 711,01	44 056,02
Participations	25 230,22	25 348,10
Compensations, autres attributions et autres participations	12 881,15	13 113,21
Dons et legs		
Impôts et taxes	427 291,19	404 982,66
<b>PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE</b>		
Ventes de biens ou prestations de services	3 575,60	2 949,13
Produits des cessions d'actifs	3 763,83	1 563,64
Autres produits de gestion	16 220,56	17 428,81
Production stock& et immobilisée		
<b>AUTRES PRODUITS</b>		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 089,38	1 886,78
Reprises du financement rattaché à un actif	4 973,71	5 565,56
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	437,88	129,47
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)</b>	<b>543 174,54</b>	<b>517 023,38</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Achats et charges externes	34 078,44	32 786,89
Charges de personnel	101 984,95	98 580,44
Indemnités des élus (et membres du CESR)	1 582,28	1 610,44
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	3 729,46	3 452,88
Impôts et taxes	1 417,76	1 270,35
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	49 832,52	50 298,15
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	1 174,12	236,17
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	3 027,60	1 456,94
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)</b>	<b>196 827,11</b>	<b>189 692,26</b>



P.DEP SAVOIE

1-3

**07300 DEP SAVOIE**  
**COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31/12**  
**En Milliers d'Euros**

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	258 937,97	250 997,00
Autres charges	7 523,71	7 746,44
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)</b>	<b>266 461,67</b>	<b>258 743,44</b>
<b>PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)</b>	<b>79 885,76</b>	<b>68 587,68</b>
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>795,26</b>	<b>1 144,23</b>
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>	<b>3 921,08</b>	<b>4 375,41</b>
<b>PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)</b>	<b>-3 125,82</b>	<b>-3 231,18</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)</b>	<b>76 759,95</b>	<b>65 356,51</b>

**P.DEP SAVOIE**

**1-4**

**07300 DEP SAVOIE - COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2021 (En Euros)**

POSTES	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>				
<b>PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)</b>				
Dotations de L'État		43 711 012,46	44 056 016,06	-345 003,60
Participations		25 230 222,67	25 348 103,38	-117 880,71
Compensations, autres attributions et autres participations		12 881 147,50	13 113 208,00	-232 060,50
Dons et legs				
Impôts et taxes		427 291 194,34	404 982 662,38	22 308 531,96
<b>PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE</b>				
Ventes de biens ou prestations de services		3 575 602,21	2 949 133,22	626 468,99
Produits des cessions d'actifs		3 763 830,38	1 563 641,58	2 200 188,80
Autres produits de gestion		16 220 559,96	17 428 806,63	-1 208 246,67
Production stock & et immobilisée				
<b>AUTRES PRODUITS</b>				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		5 089 377,97	1 886 784,50	3 202 593,47
Reprises du financement rattaché à un actif		4 973 708,91	5 565 555,38	-591 846,47
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		437 884,41	129 469,82	308 414,59
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)</b>		<b>543 174 540,81</b>	<b>517 023 380,95</b>	<b>26 151 159,86</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Achats et charges externes		34 078 437,19	32 786 891,40	1 291 545,79
Charges de personnel		101 984 945,90	98 580 435,09	2 404 510,81
<i>Dont salaires, traitements et rémunérations diverses</i>		73 523 063,20	70 798 141,76	2 724 921,44
<i>Dont charges sociales</i>		28 461 882,70	27 782 293,33	679 589,37
Indemnités des élus (et membres du CESR)		1 582 276,37	1 610 444,19	-28 167,82
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		3 729 462,72	3 452 884,61	276 578,11
Impôts et taxes		1 417 755,32	1 270 345,00	147 410,32
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		49 832 516,25	50 298 146,62	-465 630,37
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		1 174 117,65	236 166,97	937 950,68
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		3 027 597,14	1 456 944,43	1 570 652,71
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)</b>		<b>196 827 108,54</b>	<b>189 692 258,31</b>	<b>7 134 850,23</b>
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		258 937 965,57	250 996 998,84	7 940 966,73
<i>Dont ménages</i>		188 029 916,46	182 632 052,56	5 397 863,90
<i>Dont personnes morales de droit privé</i>		16 849 329,09	16 194 513,83	654 815,26
<i>Dont collectivités territoriales</i>		1 771 663,22	2 011 804,38	-240 141,16



P.DEP SAVOIE

1-4

**07300 DEP SAVOIE**  
**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2021 (En Euros)**

POSTES	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION
<i>Dont autres organismes publics</i>		46 160 309,07	43 934 786,34	2 225 522,73
<i>Dont établissements d'enseignement</i>		6 126 747,73	6 223 841,73	- 97 094,00
<i>Autres charges</i>		7 523 706,37	7 746 439,74	- 222 733,37
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)</b>		266 461 671,94	258 743 438,58	7 718 233,36
<b>PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)</b>		79 885 760,33	68 587 684,06	11 298 076,27
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des participations et des prêts		11 968,32	397 355,52	-385 387,20
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers		783 291,96	746 872,76	36 419,20
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>		795 260,28	1 144 228,28	-348 968,00
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Charges d'intérêts		3 058 357,79	3 396 321,72	-337 963,93
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		862 717,71	979 085,53	-116 367,82
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>		3 921 075,50	4 375 407,25	-454 331,75
<b>PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)</b>		-3 125 815,22	-3 231 178,97	105 363,75
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)</b>		76 759 945,11	65 356 505,09	11 403 440,02

# Annexe des États financiers

## PREAMBULE

Le Département de la Savoie a eu la volonté de s'engager dans la démarche d'expérimentation de la certification des comptes des collectivités locales instaurée par l'article 110 de la loi NOTRe du 7 août 2015. Le Département de la Savoie fait partie des 25 collectivités qui ont été retenues, sous la conduite de la Cour des comptes, pour participer à cette expérimentation.

L'objectif est d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification généralisée des comptes du secteur public local. La certification des comptes publics locaux répond également au principe constitutionnel de la sincérité des comptes et de la transparence de l'action publique grâce à une information financière de qualité. À la suite de l'expérimentation en 2023, le Gouvernement présentera un rapport au Parlement accompagné des observations de la Cour des comptes et des collectivités expérimentatrices pour qu'il se prononce sur la suite à donner.

En participant à ce processus de certification, le Département de la Savoie s'est engagé à présenter ses comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexes) au contrôle d'un Commissaire aux Comptes. Ce dernier est chargé d'exprimer une opinion et de s'assurer que les comptes :

- sont réguliers et sincères au regard des règles et principes comptables applicables à la collectivité ;
- donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la collectivité à la fin de chaque exercice.

Le Commissaire aux Comptes n'a pas vocation à effectuer un examen de gestion de la collectivité. Néanmoins, l'amélioration de la fiabilité de l'information financière constitue un élément essentiel de la prise de décision et de la bonne gestion des fonds publics.

En décembre 2021, le rapport de la phase préliminaire de l'audit 2021 des comptes du Département de la Savoie a confirmé la mise en œuvre de la quasi-totalité des recommandations de la Cour des comptes et du Commissaire aux comptes, grâce à des actions collectives fortes menées par les équipes dédiées, notamment sur les recettes, les régies, ou encore les charges de personnel. Un plan d'actions a rapidement été initié pour la mise en œuvre des préconisations portant sur l'actif immobilisé, les entités subventionnées, les délégations de service public et les tableaux de rapprochements.

En avril 2022, suite à l'audit final des comptes 2021, la restitution du Commissaire aux comptes a mis en évidence les avancées très significatives réalisées sur l'exercice 2021 en matière de fiabilisation des comptes notamment au travers des travaux conduits sur l'actif immobilisé, la justification des fonds propres ainsi que des recettes d'exploitation (hors recettes fiscales et dotations de fonctionnement) et des provisions pour risques et charges.

La stratégie de fiabilisation de l'actif immobilisé (qui représente 97 % de l'actif total au 31 décembre 2021) a permis au Département de la Savoie de rapprocher sur l'exercice près de 79% hors réseaux de voiries, de son patrimoine immobilier à son inventaire physique.

Concernant les recettes d'exploitation, le Département de la Savoie a avancé sur la justification des produits de fonctionnement, notamment sur la base des rapprochements réalisés entre les recettes comptabilisées et la facturation issue des logiciels de gestion.

Le Département de la Savoie a réalisé un travail important de recensement et d'évaluation des provisions, notamment des passifs sociaux (Comptes épargne Temps, Aide au retour à l'emploi, Congés reportés, etc.) et des provisions des créances (évolution de la méthode de dépréciation) qui reflète de manière plus fidèle les engagements de la collectivité.

Le Département de la Savoie retire un bénéfice important de la période d'expérimentation qui a permis la mise en œuvre de modalités de gestion pérennes.

Ainsi, le Département de la Savoie voit une réelle opportunité dans la poursuite de la démarche de certification de ses comptes, notamment pour :

- accroître la transparence envers les élus départementaux, les administrés, l'ensemble des acteurs financiers ;
- fiabiliser ses dispositifs de contrôle interne de façon transversale à l'échelle de la collectivité ;
- renforcer son dispositif de lutte contre la fraude.
- moderniser son système d'information financière ;
- renforcer sa gestion budgétaire, comptable et financière par la mise en place de tableaux de suivi plus pertinents en termes de risques encourus ;
- disposer des comptes de bilan qui retranscrivent la réalité du patrimoine de la collectivité.

## PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis conformément au référentiel comptable applicable aux entités publiques locales constitué, notamment, par l'instruction budgétaire et comptable M57 pour le budget principal, les budgets annexes Forêts départementales, et Locations immobilières assujetties à TVA, l'instruction budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes Aéroport Chambéry-Voglans et SPTV.

Les états financiers sont ainsi établis dans le respect des principes comptables applicables aux entités publiques locales, afin de donner une image fidèle du résultat, du patrimoine et de la situation financière du Département de la Savoie.

Ces principes comptables sont :

- le principe d'image fidèle
- le principe de continuité d'activité
- le principe de régularité et de sincérité
- le principe de prudence
- le principe de permanence des méthodes
- le principe de non compensation
- le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture

Les états financiers sont établis selon les principes d'établissement décrit dans le projet de norme 1 du Conseil de normalisation des comptes publics. Ils comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe, qui forment un tout indissociable. Ils permettent une comparaison sur deux exercices.

Le bilan est présenté sous forme d'un tableau, le compte de résultat est présenté sous forme de liste, l'annexe contient toutes les informations significatives susceptibles d'influencer le jugement des utilisateurs des états financiers. Une information est significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs des comptes de la collectivité

En cas d'absence de règle comptable explicite dans les instructions, les dispositions du plan comptable général s'appliquent.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

L'annexe est présentée en milliers d'euros, sauf mention contraire.

## **1. Faits caractéristiques de l'exercice**

### *1.1 Faits caractéristiques ayant des incidences comptables significatives et opérations non récurrentes significatives conduisant à une meilleure compréhension du compte de résultat*

Les faits caractéristiques de l'exercice 2021 sont les suivants :

- La crise sanitaire toujours en cours sur une partie de l'exercice 2021 a eu un impact sur les recettes fiscales notamment avec le non recouvrement de la taxe sur les remontées mécaniques en raison de la fermeture des stations de sports d'hiver sur toute la saison 2020 / 2021 mais aussi sur les budgets annexes Aéroport et SPTV dont l'activité est conditionnée à l'économie de la neige.
- La participation du Département à la mise en place de centres de vaccination territorialisés avec pour mission le recrutement ou la mise à disposition du personnel.
- Le versement au Fonds « Région Unie » porté par le Région Auvergne Rhône alpes pour soutenir les entreprises et exploitations agricoles savoyardes.
- Une augmentation significative liée notamment à la revalorisation des salaires du secteur médico-social par extension au SÉGUR de la santé pour faire suite aux difficultés de recrutement dans les métiers de l'aide à la personne.
- Le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes en compensation de la suppression intégrale de la taxe d'habitation et perception d'une part TVA en compensation.
- Au 1<sup>er</sup> juillet 2021, l'Assemblée départementale a été renouvelée pour un mandat de 6 ans reconduisant le Président sortant à la tête de l'exécutif.

### *1.3 Événements postérieurs à la clôture*

Sans objet.

## **2. Périmètre des états financiers**

### *2.1 Liste du périmètre*

Le périmètre des états financiers comprend l'ensemble des services publics de nature administrative de nature industrielle et commerciale que le Département dispense en tant que personne morale, ainsi que les services publics gérés en budgets annexes reliés au budget principal par des comptes de liaison et disposant de la personnalité morale.

Des mouvements entre le budget principal et les budgets annexes sont comptabilisés au bilan et au compte de résultat par des subventions d'équilibre :

<b>Budget principal vers les budgets annexes</b>	<b>Dépense</b>	<b>Recette</b>
<b>BA Forêts départementales</b>		<b>21,31</b>
Fonctionnement		21,31
<b>BA Foyer départemental enfance</b>		<b>3 345,67</b>
Fonctionnement		3 345,67
<b>BA Laboratoires d'analyses vétérinaires</b>		<b>912,08</b>
Fonctionnement		912,08
<b>BA Locations immobilières assujetties TVA</b>		<b>1 323,95</b>
Fonctionnement		1 323,95
<b>BA SPTV</b>	<b>1 244,00</b>	
Fonctionnement	1 244,00	
<b>Budget principal</b>	<b>5 603,01</b>	<b>1 244,00</b>
Fonctionnement	5 603,01	1 244,00
<b>Total général</b>	<b>6 847,01</b>	<b>6 847,01</b>

Le tableau ci-dessous renseigne pour l'ensemble des budgets tel que défini supra, leurs principales caractéristiques et illustre la part de chaque budget, y compris le budget principal, dans l'activité globale de l'entité.

Nom de l'entité	Nature de l'activité *	Total du bilan (en milliers d'euros)		Valeur relative en %		Résultat (en milliers d'euros)		Valeur relative en %	
		2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Budget principal	SPA	4 047 096,81	3 984 558,96	97,20 %	97,11 %	76 759,95	65 356,51	101,72 %	100,21 %
BA Aéroport Chambéry Aix les Bains	SPIC	11 132,77	11 900,11	0,27 %	0,29 %	-33,07	-26,00	-0,04 %	-0,04 %
BA Forêts départementales	SPA	6 409,48	6 525,50	0,15 %	0,16 %	-118,94	0,00	-0,16 %	0,00 %
BA Foyer départemental de l'enfance	SPA	2 962,99	3 032,86	0,07 %	0,07 %	0,00	0,00	0,00 %	0,00 %
BA Laboratoires d'analyses vétérinaire	SPA	658,03	720,95	0,02 %	0,02 %	137,78	-136,58	0,18 %	-0,21 %
BA Locations immobilières assujetties à TVA	SPA	25 513,53	25 411,95	0,61 %	0,62 %	0,00	0,00	0,00 %	0,00 %
BA Service public Trois Vallée	SPIC	69 844,96	71 125,28	1,68 %	1,73 %	-1 280,97	22,52	-1,70 %	0,03 %
<b>Total général</b>		<b>4 163 618,56</b>	<b>4 103 275,62</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00 %</b>	<b>75 464,75</b>	<b>65 216,45</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00%</b>

Compte tenu de leur faible valeur relative, les budgets annexes Laboratoire d'analyses vétérinaires et Foyer départemental de l'Enfance ne font pas l'objet d'une information spécifique dans la présente annexe, ils n'entrent pas dans le périmètre des états financiers.

2.2 Bilans et comptes de résultat synthétiques des budgets annexes les plus significatifs

Budget annexe Forêts départementales :

073090  
P.DEP SAVOIE



**GED**  
I-1  
Exercice 2021

07308 FORETS DEP SAVOIE  
BILAN SYNTHETIQUE  
(En Milliers d'Euros)

ACTIF NET [1]	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>FONDS PROPRES</b>	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	528,11
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles	9,14	Réserves	405,53
<b>Immobilisations corporelles (nettes)</b>		Report à nouveau	
Terrains	6 360,52	Résultat de l'exercice	-118,94
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	5 417,28
Réseaux et installations de voirie	0,63	<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>6 231,99</b>
Réseaux divers		<b>PASSIF</b>	
Installations techniques, agencements et matériel		<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)</b>	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		<b>DETTES FINANCIERES</b>	
Autres	5,95	Emprunts obligataires	
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	5,75	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
<b>Immobilisations financières (nettes)</b>		<b>TOTAL DETTES FINANCIERES (2)</b>	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>6 381,98</b>	<b>DETTES NON FINANCIERES</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6,74
Stocks		Autres dettes non financières	148,90
Créances	27,50	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES (3)</b>	<b>155,64</b>
Trésorerie		<b>TOTAL TRESORERIE (4)</b>	
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>27,50</b>	<b>TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)</b>	<b>155,64</b>
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	21,86
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>6 409,48</b>	<b>TOTAL GENERAL (I + II+III+IV)</b>	<b>6 409,48</b>

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

073090  
P.DEP SAVOIE



GED

I-3  
Exercice 2021

07308 FORETS DEP SAVOIE  
COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2021

En Milliers d'Euros

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)</b>		
Dotations de l'état		
Participations	21,31	58,96
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
<b>PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE</b>		
Ventes de biens ou prestations de services	13,58	115,12
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée		
<b>AUTRES PRODUITS</b>		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif	5,52	5,52
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)</b>	<b>40,41</b>	<b>179,60</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Achats et charges externes	105,31	126,16
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,32	1,41
Impôts et taxes	26,65	26,13
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	18,57	18,57
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)</b>	<b>150,84</b>	<b>172,27</b>



073090  
 P.DEP SAVOIE

I-3  
 Exercice 2021

07308 FORETS DEP SAVOIE  
 COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2021  
 En Milliers d'Euros

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Autres charges	8,51	7,34
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)</b>	8,51	7,34
<b>PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)</b>	-118,94	
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>		
<b>PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)</b>		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)</b>	-118,94	

Budget annexe Locations immobilières assujetties à TVA :

073090  
P.DEP SAVOIE



GED

I-1  
Exercice 2021

07309 LOC IMMOBILIERES DEP SAVOIE  
BILAN SYNTHETIQUE  
(En Milliers d'Euros)

ACTIF NET [1]	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>FONDS PROPRES</b>	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	203,75
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	-793,55
Autres immobilisations incorporelles	1,81	Réserves	20 948,24
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	5 052,51
Réseaux et installations de voirie		<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>25 410,95</b>
Réseaux divers		<b>PASSIF</b>	
Installations techniques, agencements et matériel		<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)</b>	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		<b>DETTES FINANCIERES</b>	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	24 980,80	Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		<b>TOTAL DETTES FINANCIERES (2)</b>	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>24 982,62</b>	<b>DETTES NON FINANCIERES</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks		Autres dettes non financières	101,58
Créances	530,91	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES (3)</b>	<b>101,58</b>
Trésorerie		<b>TOTAL TRESORERIE (4)</b>	
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>530,91</b>	<b>TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)</b>	<b>101,58</b>
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	1,00
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)</b>	<b>25 513,53</b>	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)</b>	<b>25 513,53</b>

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations



**GED**

073090  
P.DEP SAVOIE

I-3  
Exercice 2021

07309 LOC IMMOBILIERES DEP SAVOIE  
COMpte DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2021

En Milliers d'Euros

POSTES	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		
<b>PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)</b>		
Dotations de l'état		
Participations	1 323,95	1 332,20
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
<b>PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE</b>		
Ventes de biens ou prestations de services		
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	2,03	
Production stockée et immobilisée		
<b>AUTRES PRODUITS</b>		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)</b>	<b>1 325,99</b>	<b>1 332,20</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Achats et charges externes	1 324,17	1 330,39
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1,81	1,81
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)</b>	<b>1 325,99</b>	<b>1 332,20</b>



I-4  
 Exercice 2021

073090  
 P.DEP SAVOIE

07309 LOC IMMOBILIERES DEP SAVOIE  
 COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2021

POSTES	NOTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION
<i>Dont autres organismes publics</i>				
<i>Dont établissements d'enseignement</i>				
<i>Autres charges</i>				
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)</b>				
<b>PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)</b>				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>				
<b>PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)</b>				
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)</b>				

Budget annexe Aéroport Chambéry-Aix les Bains :

073090  
P.DEP SAVOIE



**GED**  
I-1  
Exercice 2021

07301 - AEROPORT CHAMBERY AIX DEP SAVO

**BILAN SYNTHÉTIQUE**

En milliers d'Euros

ACTIF NET	Total	PASSIF	Total
<b>Immobilisations incorporelles (nettes)</b>	<b>48,58</b>	Dotations	4 244,73
Terrains	7 712,62	Fonds globalisés	
Constructions	818,92	Réserves	
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	369,06
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	2 336,91	Résultat de l'exercice	-33,07
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	6 545,37
<b>Total immobilisations corporelles (nettes)</b>	<b>10 868,44</b>	Subventions non transférables	
<b>Immobilisations financières</b>		Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>10 917,02</b>	Autres fonds propres	
Stocks		<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>11 126,09</b>
Créances	215,76	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	
Valeurs mobilières de placement		<b>Dettes financières à long terme</b>	
Disponibilités		Fournisseurs	6,69
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>215,76</b>	<b>Total dettes à court terme</b>	<b>6,69</b>
<b>Comptes de régularisations</b>		<b>TOTAL DETTES</b>	<b>6,69</b>
		Comptes de régularisations	
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>11 132,77</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>11 132,77</b>



073090  
P.DEP SAVOIE

I-3  
Exercice 2021

**07301 - AEROPORT CHAMBERY AIX DEP SAVO**  
**COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE**

En milliers d'Euros

POSTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services		
Autres produits	150,46	169,17
Transfert de charges		
<b>Produits courants non financiers</b>	<b>150,46</b>	<b>169,17</b>
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	37,69	48,52
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	844,33	845,02
Autres charges	22,82	22,28
<b>Charges courantes non financières</b>	<b>904,84</b>	<b>915,83</b>
<b>RÉSULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>-754,39</b>	<b>-746,65</b>
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
<b>RÉSULTAT COURANT FINANCIER</b>		
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>-754,39</b>	<b>-746,65</b>
Produits exceptionnels	721,66	721,65
Charges exceptionnelles	0,34	0,99
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>721,32</b>	<b>720,65</b>
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>		
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-33,07</b>	<b>-26,00</b>

Budget annexe SPTV :

073090  
P.DEP SAVOIE



I-1 **GED**  
Exercice 2021

**07304 - SCE PUBLIC 3 VALLEES DEP SAVOI**

**BILAN SYNTHÉTIQUE**

En milliers d'Euros

ACTIF NET	Total	PASSIF	Total
<b>Immobilisations incorporelles (nettes)</b>		Dotations	334,07
Terrains	224,64	Fonds globalisés	
Constructions	280,52	Réserves	69 545,05
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	1 244,81
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	56 617,72	Résultat de l'exercice	-1 280,97
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
<b>Total immobilisations corporelles (nettes)</b>	<b>57 122,88</b>	Subventions non transférables	
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2,24</b>	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>57 125,12</b>	Autres fonds propres	
Stocks		<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>69 842,95</b>
Créances	12 719,84	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	
Valeurs mobilières de placement		<b>Dettes financières à long terme</b>	
Disponibilités		Fournisseurs	
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	2,01
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>12 719,84</b>	<b>Total dettes à court terme</b>	<b>2,01</b>
<b>Comptes de régularisations</b>		<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2,01</b>
		Comptes de régularisations	
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>69 844,96</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>69 844,96</b>



073090  
P.DEP SAVOIE

I-3  
Exercice 2021

**07304 - SCE PUBLIC 3 VALLEES DEP SAVOI**  
**COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE**

En milliers d'Euros

POSTE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	25,96	25,21
Autres produits	43,25	1 326,38
Transfert de charges		
<b>Produits courants non financiers</b>	<b>69,21</b>	<b>1 351,59</b>
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	15,92	18,42
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	43,25	44,88
Autres charges	47,02	43,77
<b>Charges courantes non financières</b>	<b>106,18</b>	<b>107,07</b>
<b>RÉSULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>-36,97</b>	<b>1 244,52</b>
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
<b>RÉSULTAT COURANT FINANCIER</b>		
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>-36,97</b>	<b>1 244,52</b>
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	1 244,00	1 222,00
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-1 244,00</b>	<b>-1 222,00</b>
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>		
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-1 280,97</b>	<b>22,52</b>

### **3. Changement de méthodes comptables, changements d'estimation et corrections d'erreurs**

#### *3.1. Changement de méthodes comptables*

Néant

#### *3.2 Changements d'estimation*

Néant

#### *3.3. Correction d'erreurs*

Le Département a commencé un travail de fiabilisation de son actif immobilisé. Des écritures de sorties de patrimoine ont été passées pour 91 165,68 K€ comprenant des immobilisations vendues et l'apurement de subventions d'équipement versées totalement amorties qui n'étaient pas sorties comptablement de l'actif. Les travaux de fiabilisation se poursuivront sur l'exercice 2022.

### **4. Méthodes comptables**

#### *4.1 Les immobilisations corporelles et incorporelles*

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entité, les immobilisations sont enregistrées :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature ;
- à leur valeur symbolique ou forfaitaire pour les sites naturels et les biens historiques et culturels.

Celles-ci sont comptabilisées conformément à l'arrêté du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L.2122-21, L.3221-2 et L.4231-2 du CGCT.

Les frais d'études effectuées par des tiers en vue de la réalisation d'investissements sont imputés directement au compte 2031 « Frais d'études ». Ils sont repris à la subdivision intéressée du compte d'immobilisation en cours (23) ou définitif (21) lors du lancement ou de l'intégration des travaux au compte définitif par opération d'ordre budgétaire.

Les frais d'insertions des appels d'offre, engagés de manière obligatoire dans le cadre de la passation de marchés publics en vue de l'acquisition ou de la réalisation d'immobilisation sont imputés au compte 2033 « Frais d'insertion ». Ils suivent la même procédure que les frais d'études.

Les subventions d'équipement sont versées lorsque la dépense est conditionnée par l'existence d'un intérêt public et affecté au financement de la création, de l'acquisition ou de l'augmentation de valeur d'une immobilisation déterminée. L'entité doit être en capacité de suivre l'existence du lien entre la subvention octroyée et l'immobilisation acquise ou créée par le tiers bénéficiaire. Hormis le cas particulier des subventions d'équipement en nature (constatées à la date de la remise du bien), les subventions d'équipement versées sont comptabilisées à la date du versement correspondant à la date d'émission du mandat portant la subvention.

Les subventions versées sur conditions de réalisation ou de façon échelonnée et dont les dossiers sont toujours actifs à la fin de l'exercice sont comptabilisées sur

la nature comptable des subventions d'équipement versées en cours. Elles seront intégrées à l'actif départemental lorsque le service aura clôturé le dossier et versé le solde de la subvention.

### *Amortissements*

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire avec application d'un prorata temporis à compter de la date de mise en service. Cette méthode s'applique de manière prospective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, date à laquelle le Département est passé à l'instruction budgétaire et comptable M57.

À la clôture de l'exercice, une dotation aux amortissements, comptabilisée en charges, est enregistrée conformément au plan d'amortissement défini à la date d'entrée. La révision du plan d'amortissement (durée d'utilisation et mode d'amortissement) est envisagée en cas de modification significative de l'utilisation de l'actif, de la nature de l'actif ou à la suite d'une dépréciation.

Le mode et la durée d'amortissement prévue pour chaque type d'immobilisation sont récapitulés ci-dessous :

Catégorie de biens	Durée d'amortissement
Nomenclature M57	
Bâtiment administratif - social - culturel - sportif - autres	30
Bâtiment scolaire	25
Bâtiment léger abri	10
Agencements, aménagements des bâtiments, installations électriques et téléphoniques	15
Équipements et installations d'ascenseurs	30
Équipements et installations des cuisines	10
Construction sur sol d'autrui bâtiment	durée du bail dans un max de 30 ans
Constructions sur sol d'autrui agencement aménagement installations	durée du bail dans un max de 15 ans
Plantation	15
Terrain de gisement	20
Frais d'études non suivis de réalisation	5
Frais d'insertions en cas d'échec du projet	1
Frais de recherche et développement en cas de réussite	5
Frais de recherche et développement en cas d'échec	1
Logiciels dissociés	3
Progiciels de gestion	5
Concessions droits similaires	durée d'utilisation dans un max de 5 ans
Voirie	non amortissable
Installation de voirie	non amortissable
Réseaux divers (câblés, électriques, autres)	20
Camion et équipement de voirie	16
Engins de déneigement	30



Catégorie de biens	Durée d'amortissement
Matériel de laboratoire	7
Matériel médical	7
Matériel pro cuisine scolaire	10
Matériel sportif	10
Matériel technique divers	5
Matériel outillage de voirie spécifique	10
Autres installations, matériels et outillages techniques	10
Coffre-fort	20
Matériel audiovisuel	5
Matériel bureau	5
Matériel classique autre	10
Matériel de téléphonie fixe	5
Matériel de téléphonie portable	3
Matériel électroménager	5
Matériel informatique	5
Mobilier	10
Véhicule tourisme	10
Vélo	5
Matériel et mobilier d'occasion (dont véhicule)	Durée initiale prévue moins âge de l'immo calculé à partir de sa date de mise en service
Matériel informatique scolaire (1)	1
Mobilier scolaire (1)	1
Subventions d'équipement finançant des biens mobiliers, matériels et études	durée d'utilité chez le bénéficiaire dans un max de 5 ans
Subventions d'équipement finançant des bâtiments et installations	durée d'utilité chez le bénéficiaire dans un max de 30 ans
Subventions d'équipement finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national	durée d'utilité chez le bénéficiaire dans un max de 40 ans
<b>Nomenclature M4</b>	
Frais d'études non suivis de travaux	5
Frais de recherche et de développement suivis de travaux	5
Frais de recherche et de développement en cas d'échec du projet	1
Frais d'insertion	1
Concessions, droits et valeurs similaires, brevets, licences, marques, procédés	3
Autres immobilisations incorporelles	5

Catégorie de biens	Durée d'amortissement
Agencements et aménagements de terrains	20
Bâtiments	30
Bâtiments légers, abris	15
Installations générales agencements et aménagements des constructions	15
Construction sur sol d'autrui	Durée du bail
Installations complexes spécialisées ou installations à caractère spécifique	15
Installations techniques matériels industriels	10
Outillage industriel	5
Agencements et aménagements du matériel et outillage industriel	10
Installations générales agencements et aménagements divers	15
Matériel de transport	10
Matériel de bureau et matériel informatique	5
Mobilier	5
Autres immobilisations corporelles	5
Voirie	non amortissable

Montant unitaire en dessous duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent sur 1 an : 500 euros

Les subventions d'équipements reçues seront amorties au même rythme que les immobilisations qu'elles auront financées.

(1) article L421-17 du code de l'Education

### *Dépréciations*

À chaque clôture des comptes, un test de dépréciation est effectué s'il existe un indice quelconque montrant qu'une immobilisation a pu perdre notablement de sa valeur. Ainsi, à la date de clôture de l'exercice, si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La valeur actuelle est définie comme étant la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage, cette dernière étant retenue lorsque la valeur vénale ne peut pas être déterminée.

Cette perte de valeur est alors comptabilisée sous la forme d'une dépréciation dont la dotation est portée en charges.

### *4.2 Les immobilisations financières*

#### Les participations

Les participations acquises à titre onéreux sont comptabilisées à leur coût, constitué du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables.

Dans le cas de participations reçues en contrepartie d'apport en nature, le coût s'entend de la valeur des apports exprimés dans la convention d'apport, éventuellement majoré des coûts directement attribuables.

Les participations obtenues dans le cadre de transferts sont comptabilisées à la valeur contractuelle ou, à défaut, à leur valeur comptable.

Les participations reçues à titre gratuit (dans le cadre de dons et legs) ou par voie d'échange sont comptabilisées à leur valeur vénale.

À la date de clôture, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'utilité définie à partir de la situation nette des capitaux propres de la société. Cette méthode consiste à diviser le montant de la situation nette des capitaux propres figurant au passif du bilan par le nombre total d'actions. Le chiffre ainsi obtenu est comparé à la valeur nominale des actions. La situation nette des capitaux propres est composée du capital et des réserves (comptes 10), du report à nouveau (comptes 11) et du résultat (compte 12), sans tenir compte des dividendes versés sur le bénéfice net. Les subventions d'investissement et les provisions réglementées sont exclues.

Les moins-values latentes donnent lieu à dépréciation des participations, sans compensation avec les plus-values latentes.

Les participations sont sorties de l'actif du bilan de l'entité pour leur valeur brute. Les dépréciations correspondantes sont annulées par une reprise au compte de résultat.

#### Les créances rattachées à des participations

Les créances rattachées à des participations sont inscrites dans les comptes de l'entité au coût constitué du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables.

À la date de clôture, la valeur d'inventaire des créances rattachées à des participations s'apprécie au regard du risque de non recouvrement de la créance. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de recouvrement de la créance devient inférieure à sa valeur nette comptable. Elle représente une perte probable dont les effets ne sont pas jugés irréversibles.

Lors de l'extinction de la créance, celle-ci est sortie de l'actif du bilan de l'entité pour sa valeur brute. Les dépréciations correspondantes sont annulées par une reprise au compte de résultat.

#### Les autres immobilisations financières

À leur entrée au bilan, les autres immobilisations financières sont comptabilisées de la manière suivante :

- les titres sont évalués selon les mêmes principes que ceux retenus pour les participations, fondés sur les modalités d'entrée dans le patrimoine ;
- les prêts sont comptabilisés au coût constitué du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables ;
- les créances sont comptabilisées pour leur montant nominal ;
- les dépôts et cautionnements sont comptabilisés pour le montant versé.

À la date de clôture, les autres immobilisations financières sont évaluées pour chaque catégorie selon les règles décrites ci-après :

#### *Les autres titres immobilisés*

À la date de clôture, la valeur d'inventaire des autres titres immobilisés est estimée :

– pour les titres non cotés, à leur valeur probable de négociation.

À la date de clôture, la valeur d'inventaire est comparée au coût d'entrée. Les plus-values latentes mises en évidence par la comparaison ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes donnent lieu à dépréciations, sans compensation avec les plus-values latentes.

Par dérogation à la règle d'évaluation élément par élément, en cas de baisse anormale et momentanée des autres titres immobilisés cotés, l'entité n'est pas obligée de comptabiliser de dépréciation, à la date de clôture de l'exercice, à concurrence des plus-values latentes normales constatées sur d'autres titres.

#### *Les prêts et créances, les dépôts et cautionnements*

La valeur d'inventaire des prêts et créances, des dépôts et cautionnements s'apprécie au regard du risque de non recouvrement de la créance.

Lorsque les prêts et créances sont porteurs d'intérêts, ceux-ci sont calculés au prorata temporis.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur probable de recouvrement des prêts et créances ainsi que des dépôts et cautionnements devient inférieure à leur valeur nette comptable. Elle représente une perte probable dont les effets ne sont pas jugés irréversibles.

Les autres immobilisations financières sont sorties de l'actif de l'entité pour leur valeur brute au bilan. Les éventuelles dépréciations constatées sont reprises au compte de résultat.

En cas de cession partielle de titres conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée de la fraction conservée est estimée soit au coût d'achat moyen pondéré (CMP) soit en présumant que les titres conservés sont les derniers entrés (méthode premier entré – premier sorti).

#### *4.3 Les Stocks*

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les stocks sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (pièces détachées et carburant) ;
- à leur coûts de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût en stocks des éléments identifiables est déterminé article par article ou catégorie par catégorie, à leur coût réel.

Le coût en stocks des éléments fongibles est déterminé en utilisant la méthode de coût moyen pondéré (ou la méthode du premier entré – premier sorti) pour tous les stocks de même nature.

Les stocks sont dépréciés en cas d'altération physique ou d'absence de perspectives d'emploi de tout ou partie des stocks afin de traduire la perte de potentiel de services pour l'entité.

#### *4.4 Les créances*

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les créances de l'actif circulant sont inscrites à leur coût dans les comptes de l'entité.

Pour les créances émises par l'entité, ce coût correspond au montant dû à l'entité par le tiers.

Pour les créances acquises par l'entité, ce coût correspond au prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables.

À la date de clôture de l'exercice, les créances font l'objet d'un test de dépréciation. La valeur d'inventaire de ces créances correspond au montant probable du recouvrement.

Les dépréciations sont ajustées chaque année (à l'occasion des opérations d'inventaire), par dotation complémentaire ou par reprise totale ou partielle.

Les produits à recevoir sont évalués pour le montant correspondant à la meilleure estimation d'entrée de ressources.

Les charges constatées d'avances sont évaluées pour le montant des charges comptabilisées au cours de l'exercice dont la fourniture ou la prestation doit intervenir sur un exercice ultérieur.

#### *4.5 Les subventions d'investissement reçues*

Les subventions d'investissement reçues sont comptabilisées à la date d'encaissement.

Lors de la comptabilisation initiale, l'enregistrement en « Fonds propres » est réalisé pour le montant du financement notifié.

En cas d'apport en nature, l'enregistrement en « Fonds propres » est réalisé pour la valeur de l'actif apporté.

À la clôture de l'exercice, les subventions d'investissement reçues évoluent symétriquement à l'actif qu'elles financent :

- pour un actif amortissable, son financement est repris au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé, au prorata de la part financée par subvention.
- pour un actif non amortissable, le financement est maintenu dans les fonds propres pour son montant initial.

#### *4.6 – Les provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques et charges sont des passifs non financiers dont l'échéance et/ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Une provision pour risques et charges est comptabilisée dès lors que les trois conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- il existe une obligation de l'entité vis-à-vis d'un tiers résultant d'un événement passé (rattachable à l'exercice clos ou à un exercice antérieur) ;
- il est probable ou certain qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation vis-à-vis du tiers ;
- le montant peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation de l'entité envers le tiers.

#### *4.7 – Les dettes financières*

Les dettes financières sont comptabilisées à la date à laquelle les fonds correspondants sont encaissés.

Les dettes financières en monnaie nationale sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement, correspondant généralement à la valeur nominale.

Les intérêts sont comptabilisés en charges financières.

Les éventuels frais accessoires aux emprunts tels que les frais d'émission, les commissions dues aux intermédiaires financiers à l'occasion de l'émission, les frais bancaires facturés lors de la mise en place de l'emprunt et les honoraires de prestataires extérieurs lorsqu'ils sont directement liés à l'emprunt émis, sont comptabilisés en charges.

Les intérêts courus non échus (ICNE) sur les emprunts sont comptabilisés en fin d'exercice. Ils correspondent à la fraction des intérêts à verser lors des exercices suivants qui se rattache à l'exercice en cours. La contrepartie des intérêts courus comptabilisés en charges financières est portée en dettes financières.

#### 4.8 – Les produits

Les produits de fonctionnement font l'objet d'un rattachement à l'exercice selon les critères suivants :

- Pour les ventes de biens, le critère de rattachement du produit à l'exercice est la livraison de ces biens.
- Pour les prestations de services, le critère de rattachement du produit à l'exercice est la réalisation de ces prestations de services.
- Pour les subventions, le critère de rattachement porte sur l'exercice au cours duquel les conditions d'octroi du droit sont satisfaites. Lorsque la subvention est accordée sans condition, le critère de rattachement correspond à l'établissement de l'acte attributif constatant le produit acquis au titre de l'exercice.
- Le critère de rattachement des produits issus de la fiscalité, recouvrée par l'État ou par l'entité, suit le principe général selon lequel le produit est comptabilisé au moment où le droit est acquis à l'entité dès lors qu'il peut être évalué de manière fiable.
- Le critère de rattachement des dotations et participations suit le principe général selon lequel le produit est comptabilisé au moment où le droit est acquis à l'entité.

Les produits financiers font l'objet d'un rattachement à l'exercice selon les critères suivants :

- Pour les produits financiers constituant des rémunérations de fonds placés, le critère de rattachement des produits à l'exercice est l'acquisition par l'entité, prorata temporis, de ces rémunérations.
- Pour les produits financiers constituant des primes, est rattachée à l'exercice la quote-part de la prime calculée selon les modalités de remboursement de l'emprunt.
- Pour les produits financiers constituant des gains, le critère de rattachement est la constatation ou la réalisation de ces gains.

#### 4.9 – Les charges

##### Charges de fonctionnement :

Le critère de rattachement des charges à l'exercice est le service fait.

Pour les biens, le service fait correspond à la livraison des fournitures ou des biens non immobilisés commandés.

Pour les prestations de services, le service fait correspond à la réalisation de ces prestations de services.

Pour les rémunérations du personnel, le service fait correspond au service fourni par le personnel.

##### Charges d'intervention :

Le traitement comptable des dépenses d'intervention est analysé en fonction :

– de l'existence de l'obligation contractée au titre de la dépense d'intervention, sachant que l'entité a une obligation dès lors que toutes les conditions requises sont remplies, ce qui conditionne le fait générateur de la charge, c'est-à-dire le service fait. En revanche, si l'ensemble des conditions requises ne sont pas intégralement remplies, l'entité a une obligation potentielle constituant un engagement hors-bilan.

– et du caractère annuel ou pluriannuel de l'obligation contractée au titre de la dépense d'intervention.

Les obligations contractées au titre des dépenses d'intervention à caractère annuel donnent lieu, dans les comptes, à une charge et éventuellement un passif (charge à payer).

S'agissant des dépenses d'intervention à caractère pluriannuel, les obligations peuvent donner lieu à la constatation :

- d'une charge (éventuellement une dotation aux provisions) et/ou d'un passif (une charge à payer ou une provision) dès lors que l'obligation existe ;
- d'un engagement mentionné en annexe, s'il s'agit d'une obligation potentielle, c'est-à-dire si l'ensemble des conditions requises ne sont pas remplies ;
- d'une charge, éventuellement un passif et un engagement mentionné en annexe, si une partie de l'obligation existe et une autre n'est que potentielle.

#### Charges financières :

Pour les charges financières constituant des intérêts, le critère de rattachement des charges à l'exercice est l'acquisition par le tiers, *prorata temporis*, de ces intérêts.

Pour les charges financières constituant des pertes, le critère de rattachement est la constatation des pertes.

NOTE 1 – LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

A la fin de l'exercice 2021, les immobilisations incorporelles qui s'élèvent à 383 572,63 K€ sont en diminution 5,76 % par rapport à 2020.

En euros	Solde au 01/01/2021	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde au 31/12/2021
Frais d'études	6 842,07	3 388,44	4 379,41	5 851,10
Frais d'insertion	127,68	70,08	158,74	39,02
Subventions d'équipement versées	380 744,46	30 367,58	56 802,78	354 309,26
Autres immobilisations incorporelles	10 965,84	1 268,23		12 234,07
Immobilisations incorporelles en cours	8 352,34	16 855,99	14 069,16	11 139,17
<i>dont avance versées sur commandes</i>	<i>140,45</i>	<i>18,91</i>	<i>99,49</i>	<i>59,87</i>
Total des valeurs brutes	407 032,39	51 950,33	75 410,09	383 572,63

En euros	Solde au 01/01/2021	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde au 31/12/2021
Amortissements des Frais d'études	1 115,38	480,27	1 047,61	548,04
Amortissement des Frais d'insertion	1,43	1,75		3,18
Amortissements des subventions versées	160 974,83	20 305,62	56 778,05	124 502,40
Amortissements des autres immobilisations incorporelles	9 801,53	1 318,51		11 120,04
Dépréciation				
Total des valeurs nettes	171 893,17	22 106,15	57 825,66	136 173,66

### Les Frais d'études :

A fin 2021, le solde du compte « Frais d'études » est de 5 851,10 K€ dont 4 479,36 K€ concernant des études toujours en cours sur des travaux de restructuration de bâtiments ou de sécurisation des voiries :

- Etudes pour la création d'un centre de conservation des collections pour 742,60 K€
- Etudes de programmation pour relocalisation de l'Atelier Culinaire Départemental pour 731,60 K€
- Etudes pour restructuration ou accessibilité dans les collèges publics de Savoie pour 1 017,45 K€
- Etudes avant travaux sur les autres bâtiments départementaux pour 639,54 K€
- Etudes avant travaux de sécurisation des routes départementales pour 1 236,64 K€

### Les subventions d'équipement :

A fin de l'exercice 2021, le solde des subventions d'équipement versées est de 354 309,26 K€ en diminution de 6,94 % par rapport à l'exercice 2020.

Les subventions d'équipement versées du budget annexe Communication électroniques clos au 31 décembre 2020 ont été transférées dans le budget principal au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour un montant de 8 378,09 K€

Des aides ont été versées pour la construction ou rénovation d'équipements sportifs (1 599,50 K€), pour les travaux ou construction sur réseau d'eau potable et assainissement des communes et intercommunalités (1 570,49 K€), Fond d'équipement des communes (3 544,65 K€), pour travaux d'économie d'énergie dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique (522,83 K€).

Le Département a participé au Fonds « Région Unie » piloté par la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour soutenir les entreprises touchées par les conséquences de la pandémie de Covid-19 pour un montant de 3 500,00 K€ dont 1 000,00 K€ pour soutenir les acteurs de la montagne.

La participation 2021 du Département au Conseil Savoie Mont Blanc, comptabilisé sur le chapitre 204, pour les projets d'investissement est de 1 322,89 K€.

Les subventions d'équipement versées sur les exercices antérieurs et qui sont totalement amorties au 31 décembre 2021 ont été sorties des comptes pour un montant total de 3 132,17 K€.

Des subventions ont été affectées lors des différences sessions (Assemblée délibérante ou Commission permanente) mais n'ont pas fait l'objet de mandatement.

Les immobilisations incorporelles en cours enregistrent notamment les subventions d'équipement versées avec conditions de réalisation ou échelonnées sur plusieurs versements (16 680,95 K€ sur l'exercice 2021). Lors de la clôture du dossier de subvention, les montants sont intégrés sur le compte définitif suivant la déclinaison du plan de compte du chapitre 204 (intégration pour 13 969,67 K€ sur l'exercice 2021).

Les autres immobilisations incorporelles enregistrent une augmentation de 11,57 % par rapport à 2020. Cette augmentation est relative, entre autre, à la constitution d'une base de donnée des événements géologiques (SIGALE- outil de prévention des aléas climatiques) pour 98,21 K€ et la numérisation des plans et création de maquettes 3D pour les collèges en cours de restructuration pour 148,29 K€.

Depuis 2017, le Département est engagé dans l'expérimentation à la certification des comptes locaux. Depuis 2020, il a commencé, en partenariat avec le comptable public, un travail de fiabilisation des comptes de la collectivité.

Des écarts significatifs ont été relevés dans le diagnostic global d'entrée et confirmé par l'audit du bilan d'ouverture du commissaire aux comptes, notamment sur les frais d'études et les subventions d'équipement.

Conformément au plan d'action établi, des travaux de fiabilisation ont été menés sur le compte « Frais d'études » avec l'intégration dans les comptes de travaux, des études réalisées dans le cadre de projets dont les travaux ont débutés (pour 2 010,29 K€) et les comptes « Subvention d'équipement versées » pour lesquels les subventions totalement amorties sur les exercices précédents n'avaient fait l'objet d'aucune comptabilisation (pour 53 670,61 K€).

Pour informations, détails des immobilisations des budgets annexes significatifs :

En euros	Solde au 01/01/2021	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde au 31/12/2021
Frais d'études	79,95			83,13
Forêts départementales				
Locations mobilières assujetties à TVA	9,06			9,06
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	70,89	31,58	28,40	74,07
SPTV				
Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
Forêts départementales				
Locations mobilières assujetties à TVA				
Aéroport Chambéry-Aix les Bains				
SPTV				
Autres immobilisations incorporelles	39,74	0,00	0,00	39,74
Forêts départementales	25,00			25,00
Locations mobilières assujetties à TVA				
Aéroport Chambéry-Aix les Bains				
SPTV	14,74			14,74
Total des valeurs brutes	119,69	31,58	28,40	122,87

En euros	Solde au 01/01/2021	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde au 31/12/2021
Amortissements des Frais d'études	22,44	10,31		32,75
Forêts départementales				
Locations mobilières assujetties à TVA	5,44	1,81		7,25
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	17,00	8,50		25,50
SPTV				
Amortissements des subventions versées	0,00	0,00	0,00	0,00
Forêts départementales				
Locations mobilières assujetties à TVA				
Aéroport Chambéry-Aix les Bains				
SPTV				
Amortissements des autres immobilisations incorporelles	28,93	1,67		30,60
Forêts départementales	14,19	1,67		15,86
Locations mobilières assujetties à TVA				
Aéroport Chambéry-Aix les Bains				
SPTV	14,74			14,74
Total des valeurs nettes	51,37	11,98		63,36

NOTE 2 – LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Sur l'exercice 2021, les immobilisations corporelles ont progressé de 1,87 % par rapport à l'exercice 2020.

En K€	solde au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	solde au 31/12/2021
Terrains	18 227,79	573,18	865,01	17 935,96
Agencements et aménagements de terrains	4 688,34	667,62		5 355,96
Constructions	312 227,54	6 846,30	37 831,63	281 242,21
Réseaux et installations de voirie	2 964 819,44	104 878,00	19,30	3 069 678,14
Réseaux divers	842,27	8 365,20		9 207,47
Installations techniques, agencements et matériels	59 246,44	6 883,50	688,51	65 441,43
Collections et œuvres d'art	2 829,73	251,91		3 081,64
Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	235 036,89	27 413,55		262 450,44
Immobilisations reçues en affectation	9 293,84	6 004,69	128,27	15 170,26
Autres immobilisations corporelles	28 597,41	3 434,96	1 423,98	30 608,39
Immobilisations concédées ou affermées	4 762,46		9,77	4 752,69
Immobilisations corporelles en cours	85 080,05	122 672,44	175 762,57	31 989,92
<i>dont avances versées sur commandes</i>	<i>8 627,30</i>	<i>15 888,05</i>	<i>12 153,16</i>	<i>12 362,19</i>
<b>Total des valeurs brutes</b>	<b>3 725 702,39</b>	<b>287 991,35</b>	<b>216 729,04</b>	<b>3 796 914,50</b>

En K€	solde au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	solde au 31/12/2021
Amortissements	159 401,80	26 644,71	2 069,21	183 977,30
Dépréciations	360,55	2,69	338,21	25,03
<b>Total des valeurs nettes</b>	<b>159 762,35</b>	<b>26 647,40</b>	<b>2 407,42</b>	<b>184 002,33</b>

Les bâtiments et constructions représentent le poste le plus significatif de l'actif immobilisé et se décomposent comme suit :

Bâtiments :

En K€	Exercice N-1	Exercice N
Bâtiments scolaires	200 010,26	200 239,81
<i>en propriété</i>	<i>59 935,85</i>	<i>60 165,40</i>
<i>mis à disposition</i>	<i>140 074,41</i>	<i>140 074,41</i>
Bâtiments administratifs et publics	163 455,85	130 668,91
<i>en propriété</i>	<i>163 364,38</i>	<i>130 577,44</i>
<i>mis à disposition</i>	<i>91,47</i>	<i>91,47</i>
Total des valeurs brutes	363 466,12	330 908,72

Constructions :

En K€	Exercice N-1	Exercice N
sur bâtiments en propriété	64 543,34	64 963,19
sur sol d'autrui	24 383,96	25 536,18
sur bâtiments mis à disposition	89 719,95	117 133,50
Total des valeurs brutes	178 647,26	207 632,87

Les travaux de fiabilisation de l'inventaire comptable ont débuté sur l'exercice 2021. Un rapprochement entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable a permis de sortir des comptes des bâtiments encore inscrits à l'actif alors que ceux-ci étaient cédés ou transférés pour 37 582,90 K€.

Les immobilisations comptabilisées sur Réseaux divers dans le budget annexe Communication électronique ont été intégrées sur le budget principal pour 8 365,20 K€.

Les principales entrées sur l'exercice 2021 sont :

- ✓ Pour les bâtiments : l'acquisition de nouveaux locaux dans le cadre du programme de regroupement des services pour 3 596,61 K€,
- ✓ Pour les constructions : les travaux de restructuration de l'externat du collège Henri Bordeaux pour 2 108,95 K€, les travaux de restructuration de la demi-pension du collège Charles Dullin pour 2 577,78 K€, les travaux d'extension du local de stockage du Parc de Bourg-Saint-Maurice pour 576,56 K€
- ✓

Les immobilisations en cours s'élèvent à 31 989,93 K€ à la clôture de l'exercice 2021. Le travail de fiabilisation de l'actif commencé depuis le début de l'expérimentation à la certification des comptes locaux a permis de régulariser des immobilisations encours non intégrés sur les comptes définitifs pour un montant de 27 064,31 K€.

Elles se décomposent comme suit :

En K€	Exercice N-1	Exercice N
Constructions	31 588,24	15 332,96
Autres	53 491,81	16 656,97

Total des valeurs brutes	85 080,05	31 989,93
--------------------------	-----------	-----------

La voirie :

Le poste Réseaux et installations de voirie représente 82 % des immobilisations corporelles. Le Département a en charge 3 138 km de chaussées dont 924 km sont situés au-dessus de 1000 mètres d'altitude. En raison de sa situation géographique montagnaise, il a doit assurer la sécurité d'un grand nombre d'ouvrages d'art et de systèmes de protection contre les risques naturels – 1 161 ponts, 6 759 murs, 29 tunnels et 1986 ouvrages ou équipements de protection dont 48 galeries.

Les travaux sur 2021 sont :

- ✓ la réhabilitation du tunnel du Chevril sur la route d'accès à Tignes pour 2 369,00 K€,
- ✓ les travaux de sécurisation dans les gorges de l'Arly pour 5 873,13 K€,
- ✓ les travaux de remise à niveau de murs de soutènements pour 2 333,23 K€,
- ✓ les travaux de stabilisation d'un glissement de terrain sur la RD90 pour 1 848,42 K€
- ✓ ainsi que les travaux de renforcement de chaussée et mise en sécurité de l'ensemble des routes départementales pour 48 317,54 K€.

En K€	Exercice N-1	Exercice N
Réseaux de voirie	2 948 233,70	3 049 454,00
Installations de voirie	16 585,74	20 224,14
Total des valeurs brutes	2 964 819,44	3 069 678,18

Pour informations, détails des immobilisations des budgets annexes significatifs :

En K€	solde au	Augmentations	Diminutions	solde au
	01/01/2021			31/12/2021
Terrains	7 329,73	17,32		7 347,05
Forêts départementales	6 103,32	17,32		6 120,64
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	1 001,77			1 001,77
SPTV	224,64			224,64
Agencements et aménagements de terrains	15 018,59	26,38		15 044,97
Forêts départementales	453,45	26,38		479,83
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	14 565,14			14 565,14
Constructions	77 550,98			77 550,98
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	11 725,06			11 725,06
SPTV	65 825,92			65 825,92
Réseaux et installations de voirie	0,63			0,63
Forêts départementales	0,63			0,63
Installations techniques, agencements et matériels	464,81			464,81
SPTV	464,81			464,81
Collections et œuvres d'art	3,50			3,50
Forêts départementales	3,50			3,50
Autres immobilisations corporelles	1 176,06			1 176,06
Forêts départementales	11,98			11,98
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	365,72			365,72
SPTV	798,36			798,36
Immobilisations concédées ou affermées	26 345,68	972,03		27 317,71
Locations mobilières assujetties à TVA	24 980,80			24 980,80
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	1 364,88	972,03		2 336,91
Immobilisations corporelles en cours	194,26	126,94	315,45	5,75
Forêts départementales	5,75			5,75
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	188,51	126,94	315,45	0,00
<i>dont avances versées sur commande</i>	<i>188,51</i>	<i>126,94</i>	<i>315,45</i>	<i>0,00</i>
<i>Aéroport Chambéry-Aix les Bains</i>	<i>188,51</i>	<i>126,94</i>	<i>315,45</i>	<i>0,00</i>
<b>Total des valeurs brutes</b>	128 084,24	1 142,67	315,45	128 911,46

En K€	solde au	Augmentations	Diminutions	solde au
	01/01/2021			31/12/2021
Amortissements	85 990,17	897,65		86 887,82
Forêts départementales	246,76	18,57		265,33
Locations immobilières assujetties à TVA	687,76			687,76
Aéroport Chambéry-Aix les Bains	18 290,33	835,83		19 126,16
SPTV	66 765,32	43,25		66 808,56
<b>Total des valeurs nettes</b>	85 990,17	897,65		86 887,82

NOTE 3 : DROIT DE RETOUR

Le Département met à disposition des immobilisations dans le cadre des délégations de service public ou dans le cadre de ses budgets annexes. Certaines immobilisations ont été mis à disposition dans le cadre de transfert de compétences (obligatoire ou volontaire).

L'ensemble des actifs mis à disposition ou affectés représente une valeur nette de 31 382,63 K€ euros à la fin de l'exercice 2021 et se répartissent ainsi :

Comptes	Nature	Montants bruts	Amort.	Valeur nette
<b>Immobilisations affectées, concédées, affermées ou mises à disposition</b>				
<b>Budget principal :</b>				
Autres mises en concession	- Mises en concession des biens relatifs aux gares routières	2 208,81	522,48	1 686,32
Autres mises en affectation	- Biens mis en affectation lors de la création de l'IME Saint Louis du Mont - divers matériels et équipements mis à disposition du GIP Cancer - Bâtiment affecté au SDIS73	10 213,63	7 147,27	3 066,36
<b>Budget annexe Locations immobilières assujetties TVA :</b>				
Autres mises en affectation	Bâtiments mis en affectation à la SPLS	24 980,80	687,76	24 293,04
<b>Budget annexe Aéroport Chambéry Aix les Bains</b>				
Mise en concession	Délégation de service public gestion de l'aéroport – délégataire SEACA	2 336,91	0,00	2 336,91

Les travaux engagés dans le cadre de l'expérimentation à la certification des comptes locaux en partenariat avec le comptable public, vont permettre de fiabiliser les comptes de la collectivité et lever les écarts significatifs qui ont été relevés par l'audit du bilan d'ouverture du commissaire aux comptes, notamment sur les comptes des immobilisations affectées, concédées ou affermées lors de délégation de service public.

#### NOTE 4 : IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Liste des immobilisations financières du Département à 31 décembre 2021 :

Immobilisation financière	Valeur brute au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2021
Titre de participation	47 903,48	824,28		48 727,76
Titre immobilisé	511,01			511,01
Prêts	2 824,81	159,23	601,96	2 382,08
Dépôts et cautionnements versés	68,38			68,38
Autres créances immobilisées	192,80		29,77	163,03
Total des valeurs brutes	51 500,49	983,51	631,73	51 852,26

Titre de participation :

	Société	Quotité capital détenu	Nombre de titres
Titre de participation	SAVOIE STATIONS INGENIERIE TOURISTIQUE (SSIT)	73,96%	214 104
	SEMVAL	67,00%	3 234 224
	SOCIETE DES TROIS VALLEES (S3V)	50,00%	2 462 199
	SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DE LA SAVOIE (SPLS)	44,72%	18 112
	SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA SAVOIE (SAS)	34,42%	12 467
	SEM AGRICULTURE - ESPACE - ENVIRONNEMENT (SEM AEE)	30,00%	750
	SEM DES BAUGES	20,18%	136
	LE CAMPUS NUMERIQUE in the Alps	18,04%	250
	SEM DE CONSTRUCTION ET RENOVATION DES QUATRE VALLEES (SEM 4V)	2,13%	10 000
	AFL Société Territoriale	1,33%	23 532
	SOCIETE DES AUTOROUTES RHONE-ALPES (AREA)	0,08%	4 080
	SOCIETE FRANCAISE DU TUNNEL ROUTIER DU FREJUS (SFTRF)	0,01%	6 487

Les titres de participation de Savoie Stations Ingénierie Touristique (SSIT) comptabilisé à tort dans le budget annexe SPTV jusqu'à fin 2020, ont été transférés dans le budget principal pour 824,28 K€

À fin 2021, la valeur des titres de participation est estimée à 109 211,93 K€ générant une plus-value globale de 60 484,17 K€.

Titres immobilisés :

	Société	Quotité capital détenu	Nombre de titres
Titre immobilisé	PROCIVIS Savoie	8,06%	300
Droit propriété	SA DU CERCLE D'AIX-LES-BAINS (CASINO GRAND CERCLE)	2,65%	120
	SAFER AUVERGNE RHONE-ALPES	2,48%	11 447
	COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE (CNR)	0,82%	22 250
	SOCIETE LOCALE D'EPARGNE DE SAVOIE	0,02%	1 549

Prêts :

L'état des échéances des prêts et des créances à la clôture en distinguant les échéances à plus d'un an et les échéances à moins d'un an (en euros) :

	Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<b>Prêts</b>		
Prêt aux collectivités et aux groupements	63 452,72	41 370,23
Prêt au personnel	6 099,00	7 732,00
Autres prêts	1 207 216,53	1 060 045,75
<b>Créances</b>		
Créances pour avances en garanties d'emprunt	151 568,69	
Créances sur autres communes	11 453,63	

## NOTE 5 : STOCKS

Les catégories de stocks tenus au département de Savoie sont

- les stocks combustibles et carburants
- les stocks de pièces détachées

Il n'y a pas d'autre stock significatif identifié au sein de la collectivité

La valeur du stock au 31 décembre 2021 se décompose comme suit :

Catégorie de stock	Solde au 31/12/2021			Stock initial au 01/01/2021		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stock Combustible et carburants	254,59		254,59	202,83		202,83
Stock fournitures techniques	1 360,12		1 360,12	1 434,05		1 434,05
<b>Total</b>	1 614,71		1 614,71	1 636,88		1 636,88

La valeur moyenne du prix au litre de carburant a augmenté de 20% ce qui entraîne une hausse de la valeur du stock combustible et carburants de 20 % par rapport à l'exercice 2020.

La valeur du stock fournitures techniques a diminué de 5,16 % en raison d'une baisse de quantité stockée au 31 décembre.

NOTE 6 : CREANCES

Comptes	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	> à 5 ans	Total
Redevable	256,47	0,56			257,03
Locataires-acquéreurs et locataires	57,44				57,44
Clients douteux	12,23	0,93			13,17
État subvention à recevoir - amiable	88,91				88,91
État subvention à recevoir - contentieux	218,58			560,00	778,58
Opération particulière avec l'état et les collectivités publiques Recettes	6 445,81	66,54		28,56	6 540,92
Créances sur cessions d'immobilisation	1,14				1,14
Autres comptes débiteurs	1 113,63	420,27	64,23	25,22	1 623,35
Débiteurs d'indus d'insertion et d'aide sociale	480,34	934,82	346,97	120,63	1 882,75
Opération avec des gérants d'immeubles, des régisseurs intéressés ou des mandataires	19,02				19,02
<b>Total</b>	<b>8 693,55</b>	<b>1 423,13</b>	<b>411,20</b>	<b>734,41</b>	<b>11 262,30</b>

La situation des états des restes à recouvrer du département au 31 décembre 2021 se caractérise par un montant relativement faible des restes sur exercices précédent et antérieurs contrastant avec la part très forte des titres impayés de l'exercice courant 2021 qui représente plus de 77 % de l'ensemble.

Cela est essentiellement lié à la prise en charge en journée complémentaire 2021 de plus de 5 000 K€ de titres de recette de produits de fiscalité qui ont été versés en janvier 2022 et qui ainsi auraient dû être traités non pas comme des titres de recette ordinaires, mais comme des produits à recevoir qui n'auraient pas ainsi impactés la situation des restes à recouvrer.

Quoiqu'il en soit les créances douteuses font l'objet d'un niveau de dépréciation qui a diminué pour tenir compte d'une grosse créance soldée à hauteur de plus de 1 200 K€ dans le cadre d'un contentieux de signalisation routière mais qui représente 95 % des impayés hors exercice courant.

DEPRECIATIONS	solde au 01/01/2021	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	solde au 31/12/2021
Dépréciation créances incertaines	3 880,57		1 892,31	1 988,26
<b>Total des dépréciations</b>	<b>3 880,57</b>		<b>1 892,31</b>	<b>1 988,26</b>

## NOTE 7 : TRÉSORERIE

En K€

	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Disponibilités	86 938,71	95 205,81
Livrets d'épargne des pupilles du département	17,96	17,96
Avances et fonds de caisse des régisseurs	55,78	51,26
<b>Total</b>	<b>87 012,45</b>	<b>95 275,03</b>

Le compte de disponibilités correspond aux sommes qui sont mises à la disposition de l'État dans le cadre de l'obligation de dépôt de fonds au Trésor à laquelle est soumise le département de la Savoie en tant qu'entité publique.

En vertu de cette obligation le comptable public paie les dépenses et encaisse les recettes de la collectivité via son compte bancaire ouvert dans les écritures de la Banque de France ou via un compte de transfert interne d'opérations entre tous les comptables centralisateurs ou non centralisateurs de la DGFIP, ce qui conduit à un ajustement quotidiennement du solde du compte de disponibilités avec sa contrepartie tenue parallèlement dans la comptabilité de l'État.

Le solde du compte financier constitue par ailleurs la limite au-delà de laquelle le paiement des dépenses est impossible, aucun découvert bancaire n'étant autorisé par l'État.

Ce compte financier sert également aux mouvements d'encaissement et de décaissement de fonds découlant des opérations des budgets annexes puisque ceux-ci ne sont pas dotés de l'autonomie financière.

La trésorerie disponible sur le compte 515 a progressé du fait de l'arrivée en fin d'année de recettes fiscales supplémentaires.

NOTE 8 : FONDS PROPRES

Fonds propres et Passif	Solde au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2021
<b>Apports non rattachés à un actif déterminé</b>	<b>1 961 163,24</b>	<b>14 343,80</b>		<b>1 975 507,03</b>
– Dotations	1 637 966,28	316,27		1 638 282,55
– Fonds globalisés	323 196,96	14 027,53		337 224,49
<i>dont FCTVA</i>	<i>301 046,77</i>	<i>14 027,53</i>		<i>315 074,30</i>
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>556 083,56</b>	<b>19 377,18</b>	<b>104,00</b>	<b>575 356,74</b>
– rattachées à un actif amortissable	125 957,48	16 163,85	104,00	142 017,33
– rattachées à un actif non amortissable	430 126,08	3 213,33		433 339,41
<b>Neutralisations et régularisations</b>	<b>26 134,50</b>	<b>3 458,99</b>	<b>12 929,10</b>	<b>16 664,39</b>
– plus ou moins-values de cessions d'actifs	29 724,31	3 458,99	1 300,67	31 882,63
– neutralisation des amortissements	0,00			
– neutralisation des provisions	0,00			
– régularisations (mises à la réforme)	(3 589,81)		11 628,43	(15 218,24)
Réserves	1 110 869,46	39 893,89		1 150 763,35
Report à nouveau	48 381,82	5 197,61		53 579,43
Résultat de l'exercice	65 356,51	76 759,95	65 356,51	76 759,95
Droits de l'affectant et du remettant	5 424,49			5 424,49
<b>Droits du concédant ou de l'affermant</b>	<b>37 592,96</b>			<b>37 592,96</b>
– 1027 mise à disposition chez le bénéficiaire	29 923,21			29 923,21
– 249 mise en concession ou en affermage	7 669,75			7 669,75
<b>TOTAL</b>	<b>3 811 006,54</b>	<b>93 674,91</b>	<b>13 033,10</b>	<b>3 891 648,34</b>

La variation des fonds propres tient essentiellement aux apports

- du FCTVA pour 14 027,53 K€ en augmentation de 11,62 % par rapport à 2020,
- des subventions d'investissement reçues pour 19 377,18 K€ et dont les plus significatives proviennent de l'État pour sa participation aux des travaux de réhabilitation du musée Savoisien pour 685,33 K€, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour notamment le solde de la participation à la construction de l'IUT, la participation aux travaux de rénovation du Musée Savoisien, la participation à la suppression de passages à niveau pour un total de 1 952,26 K€ ou la dotation versée par l'Etat pour équipement des collèges publiques pour 1 841,00 K€. Le montant des subventions reçues sur l'exercice 2020 était de 13 848,58 K€ soit une augmentation de 28,53 %
- du résultat de l'exercice de 76 759,95 K€ en augmentation de 14,85 % par rapport à l'exercice 2020.

Les réserves affectées au 31 décembre 2021 sont de 39 893,89 en diminution par rapport à 2020.

Les travaux engagés dans le cadre de l'expérimentation à la certification des comptes locaux en partenariat avec le comptable public, ont diminué le montant des réserves affectées pour 24 673,11 K€ sur l'exercice 2021

Ces travaux se poursuivent pour fiabiliser les comptes de la collectivité et lever les écarts significatifs relevés lors bilan d'ouverture par le commissaire aux comptes lors de son 1<sup>er</sup> exercice de certification et notamment sur les comptes des subventions d'équipement reçues.

Détail des budgets annexes significatifs

Fonds propres et Passif	Solde au 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2021	BA Forêts départementales	BA Location mobilières assujetties TVA	BA Aéroport Chambéry Aix les Bains	BA SPTV
Apports non rattachés à un actif déterminé	<b>4 582,64</b>			<b>4 582,64</b>	<b>3,84</b>		<b>4 244,73</b>	<b>334,07</b>
– Dotations	4 578,80			4 578,80			4 244,73	334,07
– Fonds globalisés dont FCTVA	3,84			3,84	3,84			
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>16 818,99</b>			<b>16 818,99</b>	<b>601,42</b>	<b>1 915,46</b>	<b>14 302,11</b>	
– rattachées à un actif amortissable	16 124,25			16 124,25	110,43	1 711,71	14 302,11	
– rattachées à un actif non amortissable	694,74			694,74	490,99	203,75		
<b>Neutralisations et régularisations</b>	<b>-793,55</b>			<b>-793,55</b>		<b>-793,55</b>		
–plus ou moins-values de cessions d'actifs	-793,55			-793,55		-793,55		
– neutralisation des amortissements	0,00							
– neutralisation des provisions	0,00							
– régularisations (mises à la réforme)	0,00							
Réserves	90 898,82			90 898,82	405,53	20 948,24		69 545,05
Report à nouveau	1 617,34		3,48	1 613,86			369,06	1 244,80
Résultat de l'exercice	0,00							
Droits du concédant ou de l'affermant	0,00							
–1027 mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00							
–249 mise en concession ou en affermage	0,00							

<b>TOTAL</b>	<b>113 124,23</b>		<b>3,48</b>	<b>113 120,76</b>	<b>1 010,79</b>	<b>22 070,15</b>	<b>18 915,90</b>	<b>71 123,92</b>
--------------	-------------------	--	-------------	-------------------	-----------------	------------------	------------------	------------------

## NOTE 9 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Pour l'exercice 2021, les provisions sont détaillées comme suit et concerne uniquement le budget principal :

En K€	Solde au 1/1/2021	Dotations	Reprises liées à utilisation	Provisions devenues sans objet	Solde au 31/12/2021
Provisions pour risques	6 675,51	1 196,92		62,00	7 810,43
Provisions pour CET	856,26	2 707,67		856,26	2 707,67
Provisions pour charges	2 409,24			2 409,24	0,00
<b>Total</b>	<b>9 941,00</b>	<b>3 904,59</b>		<b>3 327,50</b>	<b>10 518,10</b>

Les règles de calcul de la provision CET ont été revus en 2020 suivant ainsi les recommandations du Commissaire aux comptes. La provision est calculée à partir du 1<sup>er</sup> jour, augmenté des cotisations sociales ce qui entraîne une augmentation de 1 851,41 K€ sur l'exercice 2021.

La provision pour charges a été reprise en intégralité, celle-ci ne respectait pas l'ensemble des critères définis par les normes comptables donc, conformément à l'instruction M57, l'annulation de la provision non justifiée a été comptabilisée par le crédit du compte d'excédents de fonctionnement capitalisés.

A la fin de l'exercice 2021, il reste 6 613,51 K€ de provision à ajuster pour provisions antérieures non justifiée qui seront reprises sur l'exercice 2022.

## NOTE 10 : DETTES FINANCIÈRES

À la clôture de l'exercice 2021, le montant des emprunts et dettes assimilés s'élève à 152 452,71 K€ se décomposant en :

Emprunt obligataire	47 500,00 K€
Emprunt auprès des établissements financiers	104 952,71 K€

Sur l'état de la dette au 31/12/2021, les emprunts obligataires représentent 55 500,00 K€. L'écart correspond au remboursement par anticipation fin 2020 sur l'emprunt 20703 - OCLT SG (16441) de 8 000,00 K€, refinancé par emprunt obligataire (16311) pour le même montant (écritures passées au 166). Une écriture de régularisation sera passée sur l'exercice 2022.

L'encours de dette était de 158 664,37 K€ à fin 2020, ce qui représente une baisse de 6 211,66 K€ au cours de l'exercice 2021.

Une tranche de 5 000 K€ a été mobilisée sur 2021 au titre d'une ouverture de crédit à long terme (€STR + 0,015 %), sur une durée initiale de 20 ans souscrite le 13/04/2007. Ce contrat initialement indexé sur l'EONIA est désormais indexé sur l'€STR. En effet l'€STR (Euro Short-Term Rate, en français « taux en euro à court terme », prononcé « Ester ») est le nouvel indice de référence, calculé par la Banque centrale européenne, qui a remplacé progressivement, depuis le 2 octobre 2019, l'Eonia. Ce dernier a été définitivement abandonné le 3 janvier 2022.

À la clôture 2021, le montant des Intérêts Courus Non Echus (ICNE) est de 559,61 K€ réparti entre les intérêts sur les emprunts obligataires – 307,49 K€ – et sur les emprunts auprès des établissements financiers – 252,12 K€.

À fin 2020, le montant des ICNE était de 307,60 K€ sur les emprunts obligataires et de 316,12 K€ sur les emprunts auprès des établissements financiers.

L'encours est composé, fin 2021, après couvertures, à hauteur de 81,72 % d'emprunts à taux fixe (contre 84,76 % fin 2020) et à hauteur de 18,28 % d'emprunts à taux variable (contre 15,24 % fin 2020), structure destinée à permettre au Département à la fois de bénéficier de la baisse significative des taux d'intérêt à court terme et de limiter le risque de taux.

L'encours à taux fixe comprend un produit de pente dont le taux est fonction d'une fourchette de variation entre un taux court « le CMS EUR 5 ans » (Constant Maturity Swap) - taux d'un emprunt en EUR amorti in fine sur une durée de 5 ans - et un taux long « le CMS EUR 30 ans - taux d'un emprunt en EUR amorti in fine sur une durée de 30 ans -. Le risque lié à la part de cet encours est toutefois peu élevé et plafonné à 5,5 %, ce qui permet d'en assimiler la nature à celle d'un taux fixe.

Plus de 97 % de l'encours relèvent de la catégorie des produits financiers les moins risqués au sens de la Circulaire interministérielle n° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. Le risque lié à la part de l'encours relevant de la catégorie supérieure est par ailleurs peu élevé et plafonné à 5,5 %. L'intégralité de l'encours mobilisé est donc constituée de produits dépourvus de risques significatifs.

Échéancier des emprunts :

	Echéance à moins de 1 an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance à + 5 ans
Capital amorti	11 221,96	53 672,57	87 558,18
Intérêts	3 468,43	13 521,13	8 206,61

Le détail des différents éléments composant l'état de la Dette au 31 décembre figure dans les Annexes B1.2 à B1.6.

- Annexe B1.2 Etat de la Dette - Répartition par nature de dette.
- Annexe B1.3 Etat de la Dette - Répartition des emprunts par structure de taux.
- Annexe B1.5 Etat de la Dette - Détail des opérations de couverture.
- Annexe B1.6 Etat de la Dette Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE</b>	<b>B1.2</b>

**REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					55 500 000,00									
20161201	EMISSION OBLIGATAIRE	05/12/2016	05/12/2016	05/12/2029	15 000 000,00	F	Taux fixe à 1.305 %	1,305	1,305	EUR	X	F	O	A-1
Emprunt obligataire CACIB 15,5 M 21 ans	EMISSION OBLIGATAIRE	10/11/2015	13/11/2015	13/11/2036	15 500 000,00	F	Taux fixe à 2.039 %	2,039	2,039	EUR	X	F	O	A-1
Emprunt obligataire GFI 15 M€	EMISSION OBLIGATAIRE	03/12/2015	03/12/2015	15/01/2031	15 000 000,00	F	Taux fixe à 1.83 %	1,830	1,830	EUR	X	F	O	A-1
Emprunt obligataire-10M€	EMISSION OBLIGATAIRE	02/12/2020	21/12/2020	21/01/2028	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	X	F	O	A-1
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					257 412 081,90									
<b>1641 Emprunts en euros (total)</b>					184 153 350,37									
20002	SFIL	19/12/2000	22/12/2000	01/01/2002	4 939 348,16	F	Taux fixe à 5.9 %	5,900	5,900	EUR	A	P	O	A-1
20008	CREDIT FONCIER DE FRANCE	19/12/2000	21/12/2000	30/12/2001	9 148 941,03	F	Taux fixe à 5.91 %	5,910	5,910	EUR	A	P	O	A-1
20303	SOCIETE GENERALE	16/12/2003	17/12/2003	17/12/2004	3 817 081,18	F	Taux fixe à 4.88 %	4,880	4,880	EUR	A	P	O	A-1
20304	SOCIETE GENERALE	16/12/2003	17/12/2003	17/12/2004	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,840	EUR	A	P	O	A-1
20402	SOCIETE GENERALE	14/12/2004	22/12/2004	22/12/2005	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.23 %	4,230	4,230	EUR	A	P	O	A-1
20404	CREDIT FONCIER DE FRANCE	22/10/2004	28/12/2004	01/12/2005	8 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.055 sur Euribor 12M) + 0.055	2,367	2,402	EUR	A	P	O	A-1
20405	CREDIT AGRICOLE	23/12/2004	23/12/2004	23/03/2005	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.17 %	4,170	4,236	EUR	T	P	O	A-1
20501	SFIL	14/12/2005	15/12/2005	01/12/2006	5 000 000,00	C	Taux fixe 2.4% si Spread CMS EUR 10A(Postfixé)-CMS EUR 2A(Postfixé) >= 0.3% sinon 5.91%	5,910	5,998	EUR	A	P	O	B-3
20502	CREDIT AGRICOLE	20/12/2005	20/12/2005	23/03/2006	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.745 %	3,745	3,798	EUR	T	P	O	A-1
20503	SOCIETE GENERALE	19/12/2005	21/12/2005	21/12/2006	10 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.025 sur Euribor 12M) + 0.025	2,821	2,862	EUR	A	P	O	A-1
20604	SOCIETE GENERALE	14/12/2006	20/12/2006	20/12/2007	9 000 000,00	F	Taux fixe à 3.9758 %	3,976	4,034	EUR	A	X	O	A-1
20605	CREDIT AGRICOLE	14/12/2006	14/12/2006	22/03/2007	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	3,988	EUR	T	P	O	A-1
20606	CREDIT FONCIER DE FRANCE	13/12/2006	20/12/2006	20/12/2007	5 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.02)-Floor -0.02 sur TAM(Postfixé)	3,987	4,056	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
20607	SOCIETE GENERALE	14/12/2006	20/12/2006	20/12/2007	3 000 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.015)-Floor -0.015 sur TAG 3M(Postfixé)	3,951	4,010	EUR	A	P	O	A-1
20608	CREDIT FONCIER DE FRANCE	13/12/2006	13/02/2012	31/12/2012	28 500 000,00	F	Taux fixe à 3.06 %	3,060	3,060	EUR	A	C	O	A-1
20702	CAISSE D'EPARGNE	27/12/2007	28/12/2007	25/04/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,580	4,728	EUR	T	P	O	A-1
21001	CREDIT FONCIER DE FRANCE	09/12/2010	09/12/2010	28/12/2011	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.14 %	3,140	3,140	EUR	A	P	O	A-1
21002	CREDIT FONCIER DE FRANCE	17/12/2010	25/12/2010	25/03/2011	10 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.35 sur Euribor 3M) + 0.35	1,365	1,392	EUR	T	P	O	A-1
21003	SFIL	20/02/2010	20/02/2010	01/04/2011	750 000,00	F	Taux fixe à 2.07 %	2,070	2,086	EUR	T	P	O	A-1
21006	CAISSE D'EPARGNE	17/12/2010	31/01/2012	31/03/2012	10 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.35 sur Euribor 3M) + 0.35	1,683	1,718	EUR	T	P	O	A-1
21102	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	15/12/2011	15/12/2011	20/03/2012	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.75	2,227	2,246	EUR	T	P	O	A-1
21103	Helaba Landesbank Hessen-Thüringen	17/10/2011	17/10/2011	17/02/2012	30 000 000,00	F	Taux fixe à 3.73 %	3,730	3,765	EUR	S	X	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					73 258 731,53									
200202 tirage 1	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	31/12/2002	31/12/2009	30/03/2010	11 875 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.1)-Floor -0.1 sur TAG 3M(Postfixé)	0,447	0,447	EUR	T	C	O	A-1
200202-Tirage 2	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	31/12/2002	01/10/2012	28/03/2013	4 166 672,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.1)-Floor -0.1 sur TAG 3M(Postfixé)	0,182	0,182	EUR	T	C	O	A-1
20505-Tirage T4M	CREDIT AGRICOLE	20/12/2005	20/12/2005	31/12/2011	8 250 000,00	V	(T4M(Postfixé) + 0.025)-Floor -0.025 sur T4M(Postfixé)	2,348	2,369	EUR	X	X	O	A-1
20703	SOCIETE GENERALE	13/04/2007	13/04/2007	30/06/2014	39 767 056,53	V	(EONIA(Postfixé) + 0.015)-Floor -0.015 sur EONIA(Postfixé)	3,885	4,014	EUR	X	X	O	A-1
20901-Tirage T4M	CREDIT AGRICOLE	01/12/2009	01/12/2009	30/11/2010	0,00	V	T4M(Postfixé) + 0.57	0,918	0,934	EUR	X	X	O	A-1
21004	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	27/12/2010	01/10/2012	31/03/2013	9 200 000,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.51)-Floor -0.51 sur TAG 3M(Postfixé)	0,581	0,582	EUR	T	C	O	A-1



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
21005-Tirage T4M	CREDIT AGRICOLE	30/12/2010	30/12/2010	31/12/2030	0,00	V	T4M(Postfixé) + 0,92	1,410	1,438	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>312 912 081,90</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES											IV	
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE											B1.2	
B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)												
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 31/12/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
							Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)				
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		<b>10 000 000,00</b>		<b>55 500 000,00</b>					<b>0,00</b>	<b>786 295,00</b>	<b>156 658,33</b>	<b>307 493,65</b>
20181201	O	10 000 000,00	A-1	15 000 000,00	7,93	V	Euribor 12M + 0.23	0,259	0,00	195 750,00	156 658,33	2 712,39
Emprunt obligataire CACIB 15,5 M 21 ans	N	0,00	A-1	15 500 000,00	14,97	F	Taux fixe à 2.039 %	2,033	0,00	318 045,00	0,00	41 562,08
Emprunt obligataire GFI 15 M€	N	0,00	A-1	15 000 000,00	9,04	F	Taux fixe à 1.83 %	1,825	0,00	274 500,00	0,00	263 219,18
Emprunt obligataire-10M€	N	0,00	A-1	10 000 000,00	6,06	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		<b>22 058 986,57</b>		<b>96 952 710,42</b>					<b>11 211 664,34</b>	<b>3 192 118,44</b>	<b>37 452,44</b>	<b>252 116,39</b>
1641 Emprunts en euros (total)		14 799 333,34		80 605 134,53					9 858 693,06	2 926 152,41	37 452,44	232 707,62
20002	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 5.9 %	0,000	403 348,07	23 797,48	0,00	0,00
20008	N	0,00	A-1	2 463 315,90	4,00	F	Taux fixe à 5.91 %	5,896	532 381,78	177 045,73	0,00	0,00
20303	N	0,00	A-1	558 693,62	1,98	F	Taux fixe à 4.68 %	4,670	259 822,61	38 212,96	0,00	940,81
20304	N	0,00	A-1	1 219 054,53	6,96	F	Taux fixe à 4.84 %	4,828	143 508,75	65 948,06	0,00	2 130,64
20402	N	0,00	A-1	3 061 473,98	7,98	F	Taux fixe à 4.23 %	4,219	316 168,27	142 674,27	0,00	2 877,79
20404	O	3 668 647,00	B-3	3 668 646,63	7,92	C	Taux fixe 3.38% si Spread CMS EUR 30A(Postfixé)-CMS EUR 5A(Postfixé) >= 0% sinon 5.5%	4,018	365 892,69	155 932,69	0,00	11 706,04
20405	N	0,00	A-1	1 702 097,02	7,98	F	Taux fixe à 3.05 %	3,043	185 123,52	55 456,28	0,00	1 009,44
20501	O	1 249 237,03	A-1	1 249 237,03	3,92	F	Taux fixe à 4.71 %	4,762	289 904,30	110 952,85	37 452,44	4 903,26
20502	N	0,00	A-1	5 943 600,65	13,98	F	Taux fixe à 3.05 %	3,042	335 506,42	187 699,70	0,00	3 524,88
20503	O	5 043 174,00	A-1	5 043 174,18	8,97	F	Taux fixe à 3.05 %	3,560	435 586,53	195 530,89	0,00	4 949,31
20604	N	0,00	A-1	5 797 014,86	14,97	F	Taux fixe à 3.9758 %	4,020	277 739,95	244 874,55	0,00	7 042,37
20605	N	0,00	A-1	1 907 162,36	4,98	F	Taux fixe à 2.8 %	2,794	350 530,61	59 556,23	0,00	1 186,68
20606	N	0,00	A-1	2 739 380,26	9,97	V	(TAM(Postfixé) + 0.02)-Floor -0.02 sur TAM(Postfixé)	0,000	207 422,17	0,00	0,00	0,00
20607	N	0,00	A-1	1 042 225,17	4,97	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.015)-Floor -0.015 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	179 634,77	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
20608	N	0,00	A-1	17 100 000,00	15,00	F	Taux fixe à 3.06 %	3,052	1 140 000,00	558 144,00	0,00	0,00
20702	N	0,00	A-1	2 949 090,33	11,07	F	Taux fixe à 4.58 %	4,631	196 197,77	142 667,18	0,00	25 137,64
21001	N	0,00	A-1	2 194 359,72	3,99	F	Taux fixe à 3.14 %	3,133	507 481,93	64 837,83	0,00	382,79
21002	O	4 838 275,31	A-1	4 838 275,30	8,98	F	Taux fixe à 2.7825 %	3,360	501 867,59	172 996,39	0,00	1 806,83
21003	N	0,00	A-1	236 570,18	4,00	F	Taux fixe à 2.07 %	2,065	52 711,10	5 580,70	0,00	1 210,65
21006	N	0,00	A-1	5 000 000,00	10,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.35 sur Euribor 3M) + 0.35	0,000	500 000,00	0,00	0,00	0,00
21102	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Euribor 3M + 0.75	0,213	561 522,83	739,30	0,00	0,00
21103	N	0,00	A-1	11 893 772,81	4,63	F	Taux fixe à 3.73 %	3,720	2 126 341,40	503 305,32	0,00	163 899,49
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		7 259 653,23		16 347 575,89					1 352 971,28	265 966,03	0,00	19 408,77
200202 tirage 1	O	3 958 312,00	A-1	3 958 312,00	6,00	F	Taux fixe à 2.5125 %	2,929	659 724,00	128 302,96	0,00	0,00
200202-Tirage 2	N	0,00	A-1	1 666 668,00	6,00	V	(TAG 3M(Postfixé) + 0.1)-Floor -0.1 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	277 776,00	0,00	0,00	0,00
20505-Tirage T4M	N	0,00	A-1	0,00	5,00	V	(T4M(Postfixé) + 0.025)-Floor -0.025 sur T4M(Postfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
20703	N	0,00	A-1	5 122 575,99	5,50	V	(EONIA(Postfixé) + 0.015)-Floor -0.015 sur EONIA(Postfixé)	0,000	15 471,28	0,00	0,00	0,00
20901-Tirage T4M	N	0,00	A-1	0,00	7,91	V	T4M(Postfixé) + 0.57	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
21004	O	3 301 341,23	A-1	5 600 000,00	14,00	F	Taux fixe à 3.19 %	2,267	400 000,00	137 663,07	0,00	19 408,77
21005-Tirage T4M	N	0,00	A-1	0,00	9,00	V	T4M(Postfixé) + 0.92	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>32 058 986,57</b>		<b>152 452 710,42</b>					<b>11 211 664,34</b>	<b>3 978 413,44</b>	<b>194 110,77</b>	<b>559 610,04</b>

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1016077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX</b>	<b>B1.3</b>

**REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
20404	CREDIT FONCIER DE FRANCE	3 688 647,00 4 331 353,00	0,00 3 688 646,63	3	25,00	01/12/2005 - 01/12/2008	(Euribor 12M-Floor -0.055 sur Euribor 12M) + 0.055	(Euribor 12M-Floor -0.055 sur Euribor 12M) + 0.055	0,00	Taux fixe 3.38% si Spread CMS EUR 30A(Postfixé)-CMS EUR 5A(Postfixé) >= 0% sinon 5.5%	4,018	155 932,69	0,00	2,41
<b>TOTAL (B)</b>		8 000 000,00	3 688 646,63						0,00			155 932,69	0,00	2,41
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		8 000 000,00	3 688 646,63						0,00			155 932,69	0,00	2,41

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE</b>	<b>B1.5</b>

**DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
<b>Taux fixe (total)</b>		<b>20 688 998,51</b>					<b>18 390 339,57</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Swap-1083721	21004	5 600 000,00	01/11/2025	ARKEA	swap	taux	3 301 341,23	01/02/2011	01/11/2025		0,00	0,00	0,00
Swap-2378996C	20501	1 249 237,03	01/12/2025	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	swap	taux	1 249 237,03	01/12/2008	01/12/2025	A	0,00	0,00	0,00
Swap-4689885C	200202 tirage 1	3 958 312,00	31/12/2027	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	swap	taux	3 958 312,00	30/09/2011	31/12/2027		0,00	0,00	0,00
Swap-476773	21002	4 838 275,30	27/12/2030	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	swap	taux	4 838 275,31	25/09/2011	27/12/2030		0,00	0,00	0,00
Swap-717939M	20503	5 043 174,18	23/12/2030	NATIXIS	swap	taux	5 043 174,00	21/12/2007	23/12/2030	A	0,00	0,00	0,00
<b>Taux variable simple (total)</b>		<b>15 000 000,00</b>					<b>10 000 000,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
SWAP-MX1442921V3	20181201	15 000 000,00	05/12/2029	ARKEA	swap	taux	10 000 000,00	05/12/2018	05/12/2029	A	0,00	0,00	0,00
<b>Taux complexe (total) (2)</b>		<b>3 668 646,63</b>					<b>3 668 647,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Swap-843787C	20404	3 668 646,63	03/12/2029	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	swap	taux	3 668 647,00	01/12/2005	03/12/2029	A	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>39 357 645,14</b>					<b>32 058 986,57</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE</b>	<b>B1.5</b>

**B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
<b>Taux fixe (total)</b>						12 193 592,53	2 822 666,11		
Swap-1083721	21004	Taux fixe à 3.19 %	3,228	TAG 3M(Postfixé) + 0.1	-0,401	2 745 402,53	192 120,46	A-1	A-1
Swap-2378996C	20501	Taux fixe à 4.71 %	4,779	Taux fixe 2.4% si Spread CMS EUR 10A(Postfixé)-CMS EUR 2A(Postfixé) >= 0.3% sinon 5,91%	5,996	1 900 981,82	1 033 443,84	B-3	A-1
Swap-4689865C	200202 tirage 1	Taux fixe à 2.5125 %	2,574	TAG 3M(Postfixé) + 0.1	-0,392	2 046 076,66	97 343,39	A-1	A-1
Swap-476773	21002	Taux fixe à 2.7825 %	2,853	Euribor 3M	-0,595	2 270 893,18	152 618,17	A-1	A-1
Swap-717939M	20503	Taux fixe à 3.05 %	3,095	Euribor 12M + 0.025	-0,493	3 230 238,34	1 347 140,25	A-1	A-1
<b>Taux variable simple (total)</b>						8 820,83	421 013,33		
SWAP-MX1442921V3	20161201	Euribor 12M + 0.23	-0,272	Taux fixe à 1.305 %	1,305	8 820,83	421 013,33	A-1	A-1
<b>Taux complexe (total) (2)</b>						3 413 531,76	1 631 629,39		
Swap-843787C	20404	Taux fixe 3.38% si Spread CMS EUR 30A(Postfixé)-CMS EUR 5A(Postfixé) >= 0% sinon 5,6%	5,580	Euribor 12M + 0.055	-0,456	3 413 531,76	1 631 629,39	A-1	B-3
<b>Total</b>						15 615 945,14	4 875 308,83		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT</b>	<b>B1.6</b>

**REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)**

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

NOTE 11 – DETTES NON FINANCIERES

	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Évolution</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 358	10 464	- 1 894
Dettes fiscales et sociales	15	489	+ 474
Opérations pour compte de tiers	1 514	1 648	+ 134
Dettes sur budgets annexes	15 964	12 897	- 3 067
Autres dettes non financières	87	62	- 25
Produits constatés d'avance	108	802	+ 694
<b>Total</b>	<b>30 046</b>	<b>26 362</b>	<b>- 3 685</b>

Les dettes non financières sont marquées comme en 2020 par un mouvement de baisse qui s'explique en grande partie par une nouvelle accélération du rythme de paiement des fournisseurs attesté par ailleurs par une baisse du délai moyen de paiement du comptable qui, pour les dépenses éligibles au délai global de paiement est passé de 2,86 jours en 2020 à 1,80 en 2021.

Ce mouvement est globalement pondéré par les produits constatés d'avance qui progressent nettement du fait de l'application plus effective par le département de la politique de rattachement en matière de recettes.

NOTE 12 – COMPTES DE REGULARISATION

<b>Comptes de régularisation PASSIF</b>	Solde au 01/01/2020	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2021
Recettes avant émission de titres	1 817		1 674	143
Recettes à réimputer	152	18		170
Autres recettes à régulariser	395		342	53
<b>Total présentation synthétique du bilan</b>	<b>2 364</b>	<b>18</b>	<b>2 016</b>	<b>366</b>

La variation des comptes de régularisation « PASSIF » (- 2 000 K€) est essentiellement liée à l'effort massif qui a été effectué en 2021 pour apurer les comptes de recettes à régulariser.

<b>Comptes de régularisation ACTIF</b>	Solde au 01/01/2020	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2021
Frais d'émission des Emprunts				
Indemnités de renégociation de la dette				
Charges à étaler				
Dépenses à classer	3 160		3 032	128
<b>Total présentation synthétique du bilan</b>	<b>3 160</b>			<b>128</b>
Charges constatées d'avance (486)	0			0

La baisse des comptes de régularisation « ACTIF » est principalement liée aux dépenses d'avance de RSA payée à la CAF en décembre 2021, laquelle avance (2 796 K€) a été régularisée sur l'exercice en cours contrairement aux années précédentes où elle était régularisée sur l'exercice suivant.

## NOTE 13 : PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement pour l'ensemble des budgets (hors subvention d'équilibre versées entre budgets) représentent un total de 543 174,54 K€ sur l'exercice 2021. Ces recettes sont constituées à 93 % de produits fiscaux et de dotations sans contrepartie directe qui se répartissent entre :

- des produits fiscaux à hauteur de 83,93 % et parmi lesquels figurent les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) constituant la ressource première du département puisqu'ils représentent environ le quart des produits de fonctionnement (%) ;
- des dotations et participations à hauteur de 13,54 % parmi lesquelles figurent les dotations de fonctionnement des départements (forfaitaire, minimale et de compensation)

En k€	31/12/2021	31/12/2020	variation	variation %
<b>Produits sans contrepartie directe</b>	<b>509 113,58</b>	<b>487 499,99</b>	<b>21 613,59</b>	<b>4,25%</b>
Dotations de l'état	43 711,01	44 056,02	-345,01	-0,79%
Participations	25 230,22	25 348,10	-117,88	-0,47%
Compensations autres attributions et autres participations	12 881,15	13 113,21	-232,06	-1,80%
Impôts et taxes	427 291,19	404 982,66	22 308,53	5,22%
<b>Produits avec contrepartie directe</b>	<b>23 559,99</b>	<b>21 941,58</b>	<b>1 618,41</b>	<b>6,87%</b>
Ventes de biens ou prestations de services	3 575,60	2 949,13	626,47	17,52%
Produits des cessions d'actifs	3 763,83	1 563,64	2 200,19	58,46%
Autres produits de gestion	16 220,56	17 428,81	-1 208,25	-7,45%
<b>Autres produits</b>	<b>10 500,97</b>	<b>7 581,81</b>	<b>2 919,16</b>	<b>27,80%</b>
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 089,38	1 886,78	3 202,60	62,93%
Reprises du financement rattaché à un actif	4 973,71	5 565,56	-591,85	-11,90%
Neutralisation des moins-values de cession	437,88	129,47	308,41	70,43%
<b>Total des produits de fonctionnement</b>	<b>543 174,54</b>	<b>517 023,38</b>	<b>26 151,16</b>	<b>4,81%</b>

Les recettes de fonctionnement enregistrent une hausse globale de 4,81 %.

On note une progression des produits sans contrepartie directe de 21 613,59 K€ par rapport à 2020 s'expliquant principalement par l'augmentation des droits d'enregistrement et publicité foncière (DMTO) de 25 950,04 K€. En revanche, la taxe sur les remontées mécaniques a diminué de 7 745,28 K€ en raison de la fermeture des domaines skiabiles durant l'hiver 2020/2021.

Les cessions d'actif (+ 2 200,19 K€), la participation de l'Agence Régionale de Santé au centre de vaccination mis en place pendant la crise sanitaire et dont le Département assurait les frais de personnel (463,76 K€), la participation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes aux frais d'entretien de la cité mixte Saint-Exupéry à Bourg-Saint-Maurice (176,53 K€) ainsi que la reprise des activités (entretien routier, restauration scolaire) stoppées pendant la crise sanitaire (+ 130,25 K€) font progresser les produits avec contrepartie directe de 7,38% par rapport à 2020.

Détails pour les budgets annexes significatifs :

Autres produits	31/12/2021	31/12/2020	variation 2021/2020	variation %	BA Forêts départementales		BA Aéroport		BA SPTV	
					31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Produits des services du domaine et ventes diverses	39,54	140,33	-100,79	-254,91%	13,58	115,12			25,96	25,21
Autres produits de gestion courante	193,71	1 495,55	-1 301,84	-672,06%			150,46	169,17	43,25	1 326,38
Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	727,18	727,17	0,00	0,00%	5,52	5,52	721,66	721,65		
Cession d'immobilisation	0,00	0,00	0,00	0,00%						
<b>Total</b>	<b>960,43</b>	<b>2 363,05</b>	<b>-1 402,63</b>	<b>-146,04%</b>	<b>19,10</b>	<b>120,64</b>	<b>872,12</b>	<b>890,82</b>	<b>69,21</b>	<b>1 351,59</b>

## NOTE 14 : CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Au 31 décembre 2021, le montant des charges de fonctionnement s'élève à 196 827,11 K€ en augmentation de 3,62 % par rapport à l'exercice 2020.

Ces charges sont constituées pour 51,81 % de charge de personnel, 25,32 % de dotations aux amortissements, provisions et dépréciation, viennent ensuite les achats et charges externes (17,31 %) et les autres charges de fonctionnement (1,89 %).

En k€	31/12/2021	31/12/2020	variation	variation %
Achats et charges externes	34 078,44	32 786,89	1 291,55	3,79%
Charges de personnel	101 984,95	98 580,44	3 404,51	3,34%
<i>Dont salaires, traitements et rémunérations diverses</i>	<i>73 523,06</i>	<i>70 798,14</i>	<i>2 724,92</i>	<i>3,71%</i>
<i>Dont charges sociales</i>	<i>28 461,88</i>	<i>27 782,29</i>	<i>679,59</i>	<i>2,39%</i>
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	3 729,46	3 452,88	276,58	7,42%
Impôts et taxes	1 417,76	1 270,35	147,41	10,40%
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	49 832,52	50 298,15	-465,63	-0,93%
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	1 174,12	236,17	937,95	79,89%
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00	0,00	
Neutralisation des plus-values de cession	3 027,60	1 456,94	1 570,65	51,88%
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>195 244,83</b>	<b>188 081,81</b>	<b>7 163,02</b>	<b>3,66%</b>

Dans le détail :

Les charges de personnel ont augmenté de 3 404,51 K€ en raison, en outre, de l'évolution du régime indemnitaire pour la prise en compte de l'ancienneté, aux heures supplémentaires effectuées dans le cadre de la viabilité hivernale (absentes sur l'exercice 2020 en raison de la crise sanitaire) et de l'augmentation de la valeur faciale des tickets restaurant pendant la crise sanitaire.

Dans un contexte post crise sanitaire, les achats et charges externes augmentent de 1 291,55 K€ en raison, notamment, de la reprise des manifestations culturelles et sportives absentes sur l'exercice 2020 (450,97 K€), de la reprise de la restauration et des transports scolaires (963,54 K€). En revanche, les frais d'entretien ménager ont diminué (-63,18 K€) ainsi que les fournitures diverses (-486,41 K€) qui comptabilisaient l'achat de fourniture pour la protection contre la Covid-19. Quelques postes ont connu une augmentation comme l'achat de carburant (+11 %) ou les primes d'assurance (+21 %)

Détail des budgets annexes significatifs :

Charges de fonctionnement	31/12/2021	31/12/2020	Variation 2021/2020	Variation en %	Forêts départementales		Locations mobilières assujetties à TVA		Aéroport Chambéry Aix les Bains		SPTV	
					2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Achats et charges externes	1 483,10	1 523,49	-40,39	-2,72 %	105,31	126,16	1 324,17	1 330,39	37,70	48,52	15,92	18,42
Charge de personnel	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement	1 244,32	1 223,41	20,91	1,68 %	0,32	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00	1 244,00	1 222,00
Impôt taxes et versements assimilés	96,49	92,18	4,31	4,47	26,65	26,13	0,00	0,00	22,82	22,28	47,02	43,77
Dotations aux amortissements	907,96	910,28	-2,32	-0,25 %	18,57	18,57	1,81	1,81	844,33	845,02	43,25	44,88
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>3 731,87</b>	<b>3 749,36</b>	<b>-17,49</b>	<b>- 0,46</b>	<b>150,85</b>	<b>172,27</b>	<b>1 325,98</b>	<b>1 332,20</b>	<b>904,85</b>	<b>915,82</b>	<b>1 350,19</b>	<b>1 329,07</b>

Détail des effectifs pour l'ensemble de la collectivité :

**Effectif en activité au 31/12/2021**

Catégorie emplois	Catégorie hiérarchique	Catégorie de gestion	Activité	Mise à Disposition exter.	Total
Permanent	A	Contractuel référ. à un grade	52		52
		Contrat CDI	21	3	24
		Détaché de la F.P.H. ou F.P.T.	1		1
		Détaché de l'État	5		5
		Indiciaire attente recrut titulaire	4		4
		Indiciaire Remplaçant	38		38
		Indiciaire Stagiaire	13		13
		Indiciaire Titulaire	439	4	443
	<b>Total A</b>		<b>573</b>	<b>7</b>	<b>580</b>
	B	Contractuel référ. à un grade	25		25
		Contrat art 38	1		1
		Contrat CDI	10		10
		Indiciaire attente recrut titulaire	9		9
		Indiciaire Remplaçant	16		16
		Indiciaire Stagiaire	5		5
		Indiciaire Titulaire	285	1	286
	<b>Total B</b>		<b>351</b>	<b>1</b>	<b>352</b>
	C	Contractuel référ. à un grade	9		9
		Contrat CDI	2		2
		Détaché de l'État	4		4
		Indiciaire attente recrut titulaire	41		41
Indiciaire Remplaçant		65		65	
Indiciaire Stagiaire		50		50	
Indiciaire Titulaire		879	14	893	
<b>Total C</b>		<b>1 050</b>	<b>14</b>	<b>1 064</b>	
<b>Total permanent</b>		<b>1 974</b>	<b>22</b>	<b>1 996</b>	

Catégorie emplois	Catégorie hiérarchique	Catégorie de gestion	Activité	Mise à Disposition exter.	Total	
non permanent	A	Contrat de projet	1		1	
		Indiciaire s/renfort ponctuel	10		10	
		Vacataires Para médical	1		1	
	<b>Total A</b>			<b>12</b>	<b>12</b>	
	B	Contrat de projet	1		1	
		Indiciaire s/renfort ponctuel	6		6	
		Vacataires Para médical	1		1	
	<b>Total B</b>			<b>8</b>	<b>8</b>	
	C	Indiciaire s/renfort ponctuel	46		46	
	<b>Total C</b>			<b>46</b>	<b>46</b>	
	Contractuels sans catégorie hiérarchique	Apprentis		38		38
		Contractuel		5		5
		Contrat unique insertion CAE		13		13
		Déneigeurs volontaires		13		13
		Horaire ind RI CR et CP		3		3
		Horaire Indiciaire & C.P.		6		6
		Horaire référence à un indice		6		6
		Horaire Saisonnier		5		5
		Saisonniers forfait mensuel		152		152
Vacataires Médecins			7		7	
<b>Total Contractuels sans catégorie hiérarchique</b>			<b>248</b>		<b>248</b>	
<b>Total non permanent</b>			<b>314</b>		<b>314</b>	
<b>Total</b>			<b>2 288</b>	<b>22</b>	<b>2 310</b>	

**Effectif hors activité au 31/12/2021**

Catégorie de gestion	Congé Parent et prés.par	Congé Spécial	Détachement Emploi fonc.	Détachement extérieur	Dispo courte durée	Disponibilité	Disponibilité d'office	Total
Contractuel référ. à un grade	1							<b>1</b>
Contrat CDI						1		<b>1</b>
Détaché de l'État						1		<b>1</b>
Détaché hors Collectivité				16				<b>16</b>
Indiciaire Titulaire	5	1	3		4	123	3	<b>139</b>
Titulaire dispo d'office						1	1	<b>2</b>
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>126</b>	<b>4</b>	<b>160</b>

## NOTE 15 : CHARGES D'INTERVENTION

Au 31 décembre 2021, le montant des charges d'intervention s'élève à 264 926,46 K€ (hors subvention d'équilibre versée aux budgets annexes) soit 57,27 % des charges de l'activité de l'exercice.

Elles sont constituées à :

- 70% d'aide du domaine social comprenant l'aide à la personne comme l'APA, le RSA, les allocations pour personnes handicapées ou aide à l'enfance mais aussi des frais de séjours en établissement pour les services de l'Aide sociale à l'enfance ou le service des personnes âgées ou handicapées ;
- 13 % de contributions obligatoires comprenant la dotation de fonctionnement des collèges, la contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ou le Fonds de Solidarité Logement (FSL)
- 7 % de participations notamment au Conseil Savoie Mont Blanc
- 8 % de subventions versées dans le cadre des différents dispositifs.

Charges d'intervention	31/12/2021	31/12/2020	Variation 2021/2020	Variation en %
Domaine social				
Aide à la personne	96 992,71	95 113,48	1 879,23	1,94%
Frais de séjour, frais d'hébergement	86 997,91	83 472,54	3 525,37	4,05%
Autres domaines				
Indemnités	1 582,28	1 610,44	-28,16	-1,78%
Pertes sur créances irrécouvrables	228,19	223,31	4,88	2,14%
Contributions obligatoires	37 021,93	36 158,29	863,64	2,33%
Participations	18 829,27	19 064,33	-235,06	-1,25%
Subventions	23 274,17	21 567,90	1 706,27	7,33%
<b>Total</b>	<b>264 926,46</b>	<b>257 210,29</b>	<b>7 716,17</b>	<b>2,91%</b>

Les charges d'intervention ont augmenté de 2,91 % par rapport à l'exercice 2020. Cette augmentation impacte principalement les postes suivants :

- Aide à la personne : + 1 879,23 K€ par rapport à 2020 s'expliquant par :
  - o le versement de l'allocation forfaitaire du RSA progresse de 892,03 K€ euros (+2,52%) suite à la revalorisation du montant forfaitaire au 1<sup>er</sup> avril 2021, le mode de calcul de cette allocation est différent suivant la composition familiale et les revenus de substitution des foyers. Le nombre de foyers allocataires du RSA est de 5 612 au 31/12/2021 dont 30% de foyer monoparentaux bénéficiaires du RSA majoré.
  - o Les allocations en faveur des personnes âgées à domicile (APA), évoluent de + 819,57 K€ (+ 1,93 %) ; le nombre de personnes âgées bénéficiaires de l'APA à domicile a augmenté : 5788 fin 2021 contre 5687 fin 2020, le nombre de personnes âgées bénéficiaires de l'allocation est stable avec 3739 personnes en établissement en 2021. Les allocations en faveur des personnes en situation de handicap augmentent de + 490,20 K€ (+3,19%).

L'augmentation est due en partie par le surcout de la revalorisation des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) conformément à l'amendement voté dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2021 pour la revalorisation des salaires des aides à domicile.

- Frais de séjour et frais d'hébergement : + 3 525,37 K€ par rapport à 2020 avec notamment :
  - o + 644,18 K€ pour l'accueil en établissements des enfants (Mineurs non accompagnés compris) avec la création de 40 places supplémentaires en 2021.
  - o L'allocation en faveur des personnes en situation de handicap augmente de 2 127,64 K€ (+4,75%) en raison notamment de la démarche de contractualisation engagée avec les établissements et la signature de contrat pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) avec une revalorisation budgétaire et une augmentation du prix de journée des Foyers d'Accueil Médicalisé.
- Les contributions obligatoires : les dépenses ont augmenté en moyenne de 2,33% avec une hausse des dépenses sur le Fonds de Solidarité Logement de 84,36 K€, de la subvention versée au SDIS pour 912,67 K€ (+ 3%). En revanche, les dotations de fonctionnement des collègues ont baissé de 97,09 K€ (-2%)
- Subventions de fonctionnement versées : ce poste augmente de 1 706,27 M€ en raison, d'une part, des aides financières apportées par le Département dans le cadre de la crise sanitaire : soutien exceptionnel aux étudiants boursiers avec un versement au CROUS, gestionnaire des bourses, de 1,1 M€ et d'autre part, des subventions versées pour soutenir les manifestations culturelles et sportives organisées de nouveau en 2021.

Les charges d'intervention concernent uniquement le budget principal de la collectivité.

NOTE 16 : RESULTAT FINANCIER

En k€	31/12/2021	31/12/2020	variation	variation %
Produits des participations et des prêts	11,97	397,36	-385,39	-96,99 %
Autres produits financiers	783,29	746,87	36,42	4,88 %
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges	0,00	0,00	0,00	0%
<b>Total des produits financiers</b>	<b>795,26</b>	<b>1 144,23</b>	<b>-348,97</b>	<b>-30,50 %</b>
Charges d'intérêts	3 058,36	3 396,32	-337,96	-9,95 %
Autres charges financières	862,72	979,09	-116,37	-11,89 %
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00	0,00	0%
<b>Total des charges financières</b>	<b>3 921,08</b>	<b>4 375,41</b>	<b>-454,33</b>	<b>-10,38 %</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-3 125,82</b>	<b>-3 231,18</b>	<b>105,36</b>	<b>-3,26 %</b>

Les charges financières baissent de 454,33 K€ induit par l'absence de recours à l'emprunt en 2019 pour la troisième année consécutive, ainsi que trois remboursements anticipés en 2019 à hauteur de 22 603 K€, suivi d'un recours à l'emprunt limité en 2020 et 2021.

Les produits financiers sont en retraits par rapport à l'année 2019 où ils atteignaient 3 490 K€. Ils sont composés de dividendes reçus de sociétés dans lesquelles le Département est actionnaire et des compensations positives des swap souscrits par le Département.

En effet, la crise COVID a eu pour effet de conduire la Société des Trois Vallées et la SEMVAL, qui avaient versé respectivement 2 215,98 K€ et 80,86 K€ en 2019 (sur leur exercice clos en 2018), à ne pas verser de dividendes au titre de leurs exercices clos en 2019 et 2020. SSIT (Savoie Stations Ingénierie Touristique) qui avait versé 385,39 K€ en 2020 (en retrait de 96,35 K€ par rapport à 2019), n'a pas versé de dividendes en 2021.

Les dividendes reçus par le Département en 2021 se limitent à ceux de la SAS (Société d'Aménagement de la Savoie) pour un montant similaire aux années précédentes de 11,97 K€, à la Compagnie Nationale du Rhône pour 405 K€ contre 319 K€ en 2020 et AREA pour 160 K€ contre 148 K€ en 2020.

Les swaps sont des opérations de couverture qui pour effet de transformer, à un moment donné, des prêts à taux indexés sur le marché monétaire en des prêts à taux fixes, le Département percevant ou reversant, selon le niveau du taux révisable appliqué, la différence constatée entre les intérêts générés par le taux révisable du prêt et celui des intérêts générés par le taux fixe d'échange. En 2021, les compensations négatives se sont élevées à 862 717,71 € (compte 6688) et les compensations positives à 194 110,77 € (compte 7688).

NOTE 17 : ENGAGEMENTS DONNÉS

- Engagements sur garanties d'emprunt

Au la clôture de l'exercice 2021, le montant du capital restant dû pour les emprunts contractés par des tiers et garantis par le Département est de 556 893,18 K€ dont 94,62 % concernent des opérations de logements sociaux.

A fin 2020, ce montant était de 546 639,09 K€ d'emprunts contractés pour des opérations de logement social soit 94,31 %.

Emprunt garanti	Montant initial	Montant versé sur l'exercice	Capital restant dû au 31/12/2021
Emprunts contractés par des collectivités (hors logement sociaux)	13 727,23	527,74	8 873,35
Emprunts contractés par des établissements publics pour des opérations de logements sociaux	734 825,08	28 510,59	526 936,34
Emprunts contractés par d'autres bénéficiaires	30 878,73	1 363,65	21 083,49
<b>TOTAL</b>	<b>779 431,04</b>	<b>30 401,98</b>	<b>556 893,18</b>

- Autres engagements donnés

Les autres engagements donnés sont essentiellement composés :

- ✓ Les engagements juridiques dont le service n'est pas fait au 31 décembre de l'exercice et dont les crédits sont reportés sur 2022 pour un montant total de 70 503,03 K€ et se décomposant comme suit :

Subventions accordées (investissement et fonctionnement)	38 091,18 K€
Autres engagements en investissement	24 051,48 K€
Autres engagements en fonctionnement	8 360,37 K€

- ✓ Les engagements pris dans différents projets avec la signature des conventions :

Année d'origine	objet	tiers	Fin	périodicité paiement	Montant à l'origine	Reste au 31/12/2020	montant versé sur 2021	Reste à verser	2022	2023	2024
2020	Organisation Championnat du monde ski alpin 2023	Ass Courchevel Meribel 2023	31/12/2023	annuelle	1 000 000,00	800 000,00	200 000,00	600 000,00	300 000,00	300 000,00	
2019	Action de coopération décentralisée Haiti	Ass Pays de savoie Solidaire	31/12/2023	annuelle	1 656 000,00	1 242 000,00	414 000,00	828 000,00	414 000,00	414 000,00	
2019	Route départementale 1006 requalification entrée nord Chambéry	Commune de Chambéry	31/12/2023	en fonction des travaux	8 000 000,00	4 031 738,67	815 529,71	3 216 208,96	1 000 000,00	1 000 000,00	2 783 791,04

- ✓ Des opérations de travaux gérés en Autorisation de programme / Crédit de paiement ou des subventions versées en Autorisation d'engagement / Crédit de paiement et dont les crédits sont étalés jusqu'en 2031

Description	AP/EPCP montant voté	Exercice début	Exercice fin	Réalisé sur exercices antérieurs	Montant réalisé sur 2021	CP N reste à réaliser	CP prévus 2022	CP prévus 2023	CP prévus 2024	CP prévus 2025	CP prévus 2026 à 2031
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	70 840,49			54 007,27	6 419,48	29,70	9 352,37	1 031,67	0,00	0,00	0,00
CTS GRAND LAC	10 822,00	2014	2024	8 329,03	933,74	0,00	1 419,38	139,86	0,00	0,00	0,00
CTS ARLYSERE	10 656,50	2014	2024	8 310,37	1 130,16	0,00	1 093,19	122,78	0,00	0,00	0,00
CTS AVANT PAYS SAVOYARD	6 590,00	2014	2024	5 092,75	669,44	0,00	666,17	161,65	0,00	0,00	0,00
CTS MAURIENNE	8 960,94	2014	2024	6 540,94	733,60	0,00	1 533,06	153,34	0,00	0,00	0,00
CTS TARENTEISE VANOISE	6 445,05	2014	2024	5 018,74	371,94	29,70	888,00	136,66	0,00	0,00	0,00
CTS COEUR DE SAVOIE	6 500,00	2014	2024	4 647,27	597,91	0,00	1 097,78	157,04	0,00	0,00	0,00
CTS GRAND CHAMBERY	20 866,00	2014	2024	16 068,18	1 982,69	0,00	2 654,79	160,34	0,00	0,00	0,00

Description	AP/EPCP montant voté	Exercice début	Exercice fin	Réalisé sur exercices antérieurs	Montant réalisé sur 2021	CP N reste à réaliser	CP prévus 2022	CP prévus 2023	CP prévus 2024	CP prévus 2025	CP prévus 2026 à 2031
CULTURE	30 070,00			9 371,88	4 914,10	0,00	6 070,00	6 171,02	2 602,00	941,00	0,00
Musée savoisien travaux	28 200,00	2012	2024	9 371,88	4 910,83		6 041,04	6 076,26	1 800,00	0,00	0,00
Toiture du Château	1 870,00	2018	2027	0,00	3,27	0,00	28,96	94,76	802,00	941,00	0,00
EDUCATION	210 994,99			31 052,46	11 350,29	24,59	15 454,33	20 655,74	21 479,42	23 730,55	87 247,60
Construction extension restructuration des collèges publics	188 191,22			25 607,61	7 672,91	24,59	12 613,61	18 314,92	18 479,42	20 730,55	84 747,60
<i>AP Collège de Saint Genix sur Guiers la forêt</i>	<i>6 801,74</i>	<i>2007</i>	<i>2023</i>	<i>6 783,67</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>18,07</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège de Bozel Le Bonrieu</i>	<i>3 200,48</i>	<i>2010</i>	<i>2023</i>	<i>3 199,02</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>1,46</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Les Frontailles Saint Pierre d'Albigny</i>	<i>3 850,00</i>	<i>2010</i>	<i>2022</i>	<i>3 813,44</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>36,56</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège La Lauzière Aiguebelle</i>	<i>7 170,00</i>	<i>2016</i>	<i>2022</i>	<i>4 681,31</i>	<i>1 671,69</i>	<i>0,00</i>	<i>817,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Charles Dullin Yenne</i>	<i>2 750,00</i>	<i>2016</i>	<i>2023</i>	<i>2 307,25</i>	<i>255,90</i>	<i>24,59</i>	<i>137,67</i>	<i>24,59</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Saint Etienne de Cuines</i>	<i>3 500,00</i>	<i>2016</i>	<i>2024</i>	<i>838,16</i>	<i>117,96</i>	<i>0,00</i>	<i>1 290,00</i>	<i>1 054,04</i>	<i>199,84</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Cité mixte scolaire Bourg Saint Maurice</i>	<i>1 344,00</i>	<i>2016</i>	<i>2022</i>	<i>1 306,16</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>37,84</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

<i>Collège Fontanet Frontenex</i>	<i>12 000,00</i>	<i>2016</i>	<i>2026</i>	<i>190,16</i>	<i>242,48</i>	<i>0,00</i>	<i>1 600,00</i>	<i>3 709,52</i>	<i>3 350,00</i>	<i>2 181,00</i>	<i>726,84</i>
<b>Description</b>	<b>AP/EPCP montant voté</b>	<b>Exercice début</b>	<b>Exercice fin</b>	<b>Réalisé sur exercices antérieurs</b>	<b>Montant réalisé sur 2021</b>	<b>CP N reste à réaliser</b>	<b>CP prévus 2022</b>	<b>CP prévus 2023</b>	<b>CP prévus 2024</b>	<b>CP prévus 2025</b>	<b>CP prévus 2026 à 2031</b>
<i>Collège E. Rostand la Ravoire</i>	<i>21 000,00</i>	<i>2017</i>	<i>2029</i>	<i>21,09</i>	<i>3,80</i>	<i>0,00</i>	<i>50,00</i>	<i>1 034,40</i>	<i>720,00</i>	<i>2 060,00</i>	<i>17 110,71</i>
<i>Collège JX de Maistre Saint Alban Leysse</i>	<i>3 500,00</i>	<i>2017</i>	<i>2023</i>	<i>125,74</i>	<i>1 381,34</i>	<i>0,00</i>	<i>1 370,00</i>	<i>622,92</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Henri Bordeaux Cognin 2</i>	<i>2 175,00</i>	<i>2017</i>	<i>2022</i>	<i>1 947,23</i>	<i>198,48</i>	<i>0,00</i>	<i>29,29</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège l'Epine à Novalaise</i>	<i>12 000,00</i>	<i>2018</i>	<i>2028</i>	<i>36,13</i>	<i>8,49</i>	<i>0,00</i>	<i>30,00</i>	<i>83,51</i>	<i>515,00</i>	<i>2 340,00</i>	<i>8 986,87</i>
<i>Collège du Val Gelon à la Rochette</i>	<i>10 000,00</i>	<i>2018</i>	<i>2030</i>	<i>15,51</i>	<i>48,40</i>	<i>0,00</i>	<i>25,00</i>	<i>22,60</i>	<i>0,00</i>	<i>50,00</i>	<i>9 838,49</i>
<i>Collège Garibaldi Aix conformité handicap</i>	<i>2 250,00</i>	<i>2018</i>	<i>2024</i>	<i>1,34</i>	<i>72,68</i>	<i>0,00</i>	<i>1 085,00</i>	<i>949,32</i>	<i>141,66</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Louise de Savoie Chambéry Restructuration</i>	<i>9 600,00</i>	<i>2018</i>	<i>2025</i>	<i>29,53</i>	<i>1 512,36</i>	<i>0,00</i>	<i>742,01</i>	<i>3 314,31</i>	<i>2 620,00</i>	<i>1 381,78</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Jovet Aime demi-pension</i>	<i>2 100,00</i>	<i>2018</i>	<i>2023</i>	<i>34,91</i>	<i>930,09</i>	<i>0,00</i>	<i>975,00</i>	<i>159,99</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Combe Savoie Albertville</i>	<i>17 000,00</i>	<i>2019</i>	<i>2028</i>	<i>10,14</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>100,00</i>	<i>900,00</i>	<i>2 000,00</i>	<i>3 500,00</i>	<i>10 489,86</i>
<i>Collège G Sand la Motte servolex</i>	<i>7 000,00</i>	<i>2019</i>	<i>2026</i>	<i>36,85</i>	<i>1,08</i>	<i>0,00</i>	<i>444,38</i>	<i>1 093,92</i>	<i>2 700,00</i>	<i>2 723,77</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège Bonrieu Bozel chaufferie bois</i>	<i>3 300,00</i>	<i>2019</i>	<i>2023</i>	<i>195,73</i>	<i>946,96</i>	<i>0,00</i>	<i>1 541,35</i>	<i>615,96</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège J Ferry Chambéry conformité handicap</i>	<i>12 000,00</i>	<i>2019</i>	<i>2030</i>	<i>12,08</i>	<i>62,25</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>28,75</i>	<i>160,00</i>	<i>350,00</i>	<i>11 386,92</i>

<i>Collège de Boigne la Motte servolex restructuration</i>	<i>12 000,00</i>	<i>2019</i>	<i>2029</i>	<i>21,09</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>100,00</i>	<i>591,00</i>	<i>2 100,00</i>	<i>3 700,00</i>	<i>5 487,91</i>
<b>Description</b>	<b>AP/EPCP montant voté</b>	<b>Exercice début</b>	<b>Exercice fin</b>	<b>Réalisé sur exercices antérieurs</b>	<b>Montant réalisé sur 2021</b>	<b>CP N reste à réaliser</b>	<b>CP prévus 2022</b>	<b>CP prévus 2023</b>	<b>CP prévus 2024</b>	<b>CP prévus 2025</b>	<b>CP prévus 2026 à 2031</b>
<i>Collège de Bissy restructuration</i>	<i>10 000,00</i>	<i>2019</i>	<i>2026</i>	<i>0,00</i>	<i>49,94</i>	<i>0,00</i>	<i>342,50</i>	<i>2 780,56</i>	<i>3 593,00</i>	<i>2 234,00</i>	<i>1 000,00</i>
<i>Collège JJ Perret Aix les Bains restructuration</i>	<i>12 300,00</i>	<i>2020</i>	<i>2031</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>70,00</i>	<i>0,00</i>	<i>60,00</i>	<i>12 170,00</i>
<i>Collège Les Frontailles Albigny isolation thermique</i>	<i>1 200,00</i>	<i>2020</i>	<i>2030</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>1 200,00</i>
<i>Collège les Clappeys restructuration</i>	<i>2 500,00</i>	<i>2020</i>	<i>2025</i>	<i>1,08</i>	<i>163,58</i>	<i>0,00</i>	<i>1 090,00</i>	<i>915,42</i>	<i>329,92</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Collège La Vanoise Modane mise conformité handicap</i>	<i>6 600,00</i>	<i>2020</i>	<i>2030</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>50,00</i>	<i>50,00</i>	<i>150,00</i>	<i>6 350,00</i>
<i>Collège P.MOUGIN Désamiantage Restructuration Pôle sciences</i>	<i>1 050,00</i>	<i>2021</i>	<i>2023</i>	<i>0,00</i>	<i>5,42</i>	<i>0,00</i>	<i>770,00</i>	<i>274,58</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Atelier culinaire départemental	8 000,00	2017	2023	447,72	3 461,46	0,00	2 250,00	1 840,82	0,00	0,00	0,00
Participations contractuelles enseignement supérieur et recherche	14 803,77	2016	2031	4 997,13	215,93	0,00	590,72	500,00	3 000,00	3 000,00	2 500,00
<i>Institut Universitaire Technique</i>	<i>5 303,77</i>	<i>2016</i>	<i>2022</i>	<i>4 997,13</i>	<i>215,93</i>		<i>90,72</i>				

<i>Campus Jacob Bellecombette</i>	<i>9 500,00</i>	<i>2020</i>	<i>2031</i>	<i>0,00</i>			<i>500,00</i>	<i>500,00</i>	<i>3 000,00</i>	<i>3 000,00</i>	<i>2 500,00</i>
<b>Description</b>	<b>AP/EPCP montant voté</b>	<b>Exercice début</b>	<b>Exercice fin</b>	<b>Réalisé sur exercices antérieurs</b>	<b>Montant réalisé sur 2021</b>	<b>CP N reste à réaliser</b>	<b>CP prévus 2022</b>	<b>CP prévus 2023</b>	<b>CP prévus 2024</b>	<b>CP prévus 2025</b>	<b>CP prévus 2026 à 2031</b>
POLITIQUE ROUTIERE	167 247,30			78 908,69	20 281,16	0,00	14 679,77	9 477,68	6 000,00	6 000,00	31 900,00
Plan qualité routes RD - RD 84C Pont de Montrigon	4 634,77	2017	2023	4 632,50	0,02	0,00	0,00	2,25	0,00	0,00	0,00
Sécurisation dans les gorges de l'Arly	27 250,52	2019	2023	19 046,03	6 347,80	0,00	254,49	1 602,20	0,00	0,00	0,00
RD 17 Le Viviers du Lac Sécurisation du PN 18	6 582,76	2012	2024	760,25	881,92	0,00	4 191,93	748,66	0,00	0,00	0,00
RD902 Tignes Réhabilitation Tunnel du Sault	2 050,00	2018	2030	0,00	31,48	0,00	100,00	18,52	0,00	0,00	1 900,00
RD902 Tunnel du Chevril	7 950,89	2017	2023	4 150,89	2 758,00	0,00	900,00	142,00	0,00	0,00	
Aménagements cyclables	2 445,25	2017	2023	1 841,87	409,59	0,00	52,78	141,01	0,00	0,00	0,00
Amélioration des accès au réseau autoroutier	2 080,00	2020	2023	1,33	335,14	0,00	1 615,67	127,86	0,00	0,00	0,00
Opérations structurantes	270,00	2021	2024	0,00	0,00	0,00	200,00	70,00	0,00	0,00	0,00
Ouvrages d'art	110 874,92	2011	2030	47 431,93	8 954,72	0,00	6 000,00	6 488,27	6 000,00	6 000,00	30 000,00
Outils de l'exploitation	3 108,19	2013	2024	1 043,89	562,48	0,00	1 364,90	136,92	0,00	0,00	0,00
MOYENS	40 300,00			673,23	481,44	0,00	7 007,66	5 117,41	6 648,18	5 300,00	15 072,08
Certification des comptes	600,00	2020	2023	123,95	140,85	0,00	335,21	0,00	0,00	0,00	0,00

Patrimoine travaux études acquisitions cession	39 700,00	2018	2028	549,28	340,59	0,00	6 672,45	5 117,41	6 648,18	5 300,00	15 072,08
Description	AP/EPCP montant voté	Exercice début	Exercice fin	Réalisé sur exercices antérieurs	Montant réalisé sur 2021	CP N reste à réaliser	CP prévus 2022	CP prévus 2023	CP prévus 2024	CP prévus 2025	CP prévus 2026 à 2031
<i>Restructuration site de Yenne</i>	<i>4 000,00</i>	<i>2018</i>	<i>2024</i>	<i>129,20</i>	<i>172,12</i>		<i>1 110,00</i>	<i>1 599,88</i>	<i>988,80</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>SMMR Chambéry restructuration</i>	<i>25 000,00</i>	<i>2019</i>	<i>2028</i>	<i>13,92</i>	<i>1,14</i>		<i>100,00</i>	<i>1 012,86</i>	<i>4 000,00</i>	<i>4 800,00</i>	<i>15 072,08</i>
<i>CE Ste Etienne de Cuines sinitre</i>	<i>3 400,00</i>	<i>2019</i>	<i>2024</i>	<i>88,62</i>	<i>91,41</i>		<i>1 300,00</i>	<i>1 460,59</i>	<i>459,38</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Acquisitions</i>	<i>5 000,00</i>	<i>2019</i>	<i>2027</i>	<i>317,55</i>	<i>75,91</i>		<i>4 062,45</i>	<i>244,09</i>	<i>200,00</i>	<i>100,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Travaux isolation Bat Rue Ste Rose</i>	<i>2 300,00</i>	<i>2020</i>	<i>2025</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>100,00</i>	<i>800,00</i>	<i>1 000,00</i>	<i>400,00</i>	<i>0,00</i>
<b>TOTAUX</b>	<b>519 452,78</b>			<b>174 013,53</b>	<b>43 446,47</b>	<b>54,29</b>	<b>52 564,12</b>	<b>42 453,52</b>	<b>36 729,60</b>	<b>35 971,55</b>	<b>134 219,68</b>

✓ La liste des biens de retour et des biens de reprise dans les Délégations de service public

**Société des 3 Vallées – inventaire au 30-11-2020**

**en K€**

Compte	Libellé	Montant d'acquisition	Valeur nette comptable 30-11-2020
	<b>DSP DEPARTEMENT</b>	<b>77 685,15</b>	<b>55 196,43</b>
225235100	Aménagement bâtiments	2 410,80	361,08
225251100	Installations techniques	68 839,22	53 691,93
	<b>Total Biens de retour</b>	<b>71 250,02</b>	<b>54 053,01</b>
225205100	Logiciel Brevets	1 360,89	68,24
225254100	Outillage industriel	1 106,98	273,92
225282100	Matériel de transport	1 152,17	236,73
225283100	Matériel de bureau et informatique	2 559,97	543,65

225284100	Mobilier	199,01	19,31
225288100	Autre matériel	56,11	1,57
	<b>Total Biens de reprise</b>	<b>6 435,13</b>	<b>1 143,41</b>

**Aéroport de Chambéry – inventaire au 30-11-2020**

en K€

Libellé	Montant d'acquisition	Valeur nette comptable 30-11-2020
<b>DSP DEPARTEMENT</b>	<b>8 450,23</b>	<b>5 315,23</b>
<b>DROIT D'ENTREE</b>	<b>568,24</b>	<b>82,43</b>
Droit d'entrée Non Régalien	287,60	81,35
Droit d'entrée Régalien	280,63	1,08
<b>INVESTISSEMENTS</b>	<b>5 500,96</b>	<b>3 787,94</b>
Mobilier restaurant	104,14	0,00
Bâtiment Ground Handling	320,37	254,16
Fin extension parking	161,88	78,24
Information & moyens de communication	150,70	0,34
Matériel d'exploitation	669,41	271,99
Réfection zone aviation d'affaires	340,50	281,61
Restructuration aérogare	1 384,28	1 120,62
Libellé	Montant d'acquisition	Valeur nette comptable 30-11-2020
Signalétique BREXIT	14,85	13,86
EASA	145,35	131,82
Déplacements cuves SSLIA	56,59	46,41
Dévoisement des réseaux	64,31	52,73
Équipement de sureté	742,34	444,71
Information & moyens de communication	23,92	4,20
Rénovation et agrandissement du SSLIA	732,84	600,93
Restructuration aérogare (Zone de contrôle)	589,49	486,33
<b>GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT (GER)</b>	<b>2 381,04</b>	<b>1 444,86</b>
Aménagement bureau	60,06	35,44
Alim NRJ TAT + Snack Elle	5,80	5,59
Bâtiment Maintenance & Loueurs	69,33	29,18
Bruleurs chaudière	0,99	0,71
CCTV	5,89	2,36
Commandes ascenseur	4,89	3,83
Détection incendie	19,61	6,15

Éclairage	9,74	2,69
Escalier toiture CTA	10,13	9,12
Groupes électrogènes	187,71	152,66
Hangars aviation générale & PEAS	15,96	4,52
Hangars équipement sondage des sols	6,07	0,00
<b>Libellé</b>	<b>Montant d'acquisition</b>	<b>Valeur nette comptable 30-11-2020</b>
Parking avions	99,88	50,45
Parking passagers	10,19	0,00
Pistes	93,97	48,41
Pistes & Taxiways	63,97	16,70
Portes automatiques	18,72	10,88
Rampes PMR Loueurs	3,70	3,24
Renouvellement Firewall	9,39	7,04
Renouvellement IER	29,90	21,68
Renouvellement serveur de sauvegarde	46,86	39,92
Réseau clim	13,05	11,75
Routes coté ville	4,30	1,50
Routes de service Airside	21,19	2,57
Sièges	42,05	0,00
Signalétique dynamique	60,48	44,35
Signalétique fixe	41,83	0,00
Sono	1,82	0,00
Système de drainage-GER	3,80	2,22
Système tri bagages	190,50	157,16
TGBT	7,38	1,47
Traitement des eaux	28,13	20,03
Taxiways	7,56	2,90
Bâtiment SSLIA	27,63	7,89
Camion VIM 90 SSLIA	488,55	338,28
CLOTURE - GER	337,21	188,79
Mobilier SSLIA	24,16	0,81
Barges de recueil SSLIA	5,52	4,86
PIF-GER	164,39	128,78
RX (bags cabine, HF ...)	17,33	13,44
Serveur redondant Vidéosurveillance	20,13	15,10

NOTE 18 : ENGAGEMENTS REÇUS

À la clôture de l'exercice 2021, le montant des engagements reçus est de 41 884,77 K€ correspondant aux échéances à recevoir sur différents dispositifs d'avance remboursable d'une part et aux reports de recettes attendues d'autre part.

- Les dispositifs de prêts et avances remboursables :

LIBELLÉ	BENEFICIAIRE	CAPITAL	ENCOURS AU 31/12/2021	AMORT	ANNUITÉ
Aide aux Communes pour Casernes de Gendarmerie	Communes	741,99	33,53	45,04	45,04
Fonds d'Aide aux Communes pour leurs Équipements Touristiques (FACET)	Communes	76,80	7,68	3,84	3,84
Fonds d'Aide Départementale pour l'Équipement des Groupements d'Agriculteurs (FADEGA)	Société coopérative agricole	3 754,34	701,98	296,27	296,27
Aide pour l'Équipement Mobilier pour les Établissements d'Accueil Personnes Âgées	EHPAD - CCAS - Communes	2 248,06	914,97	115,33	115,33
Mises en jeu de garantie	Communes	595,38	89,31	29,77	29,77
	<b>TOTAL</b>	<b>7 416,57</b>	<b>1 747,47</b>	<b>490,25</b>	<b>490,25</b>

À fin 2021, le montant de l'encours sur le dispositif de prêts et avances remboursables est de 1 747,47 K€ après encaissement de l'annuité reçue sur l'exercice 2021 – 490,25 K€.

- Les engagements de recettes reportés :

Subventions à recevoir (investissement et fonctionnement)	13 790,79 K€
Autres engagements en investissement	24 456,54 K€
Autres engagements en fonctionnement	1 889,97 K€
Total	40 137,30 K€

À fin 2021, le montant des recettes reportées est en augmentation de 3,81 % par rapport à 2020.

Des subventions reçues pour le financement des travaux du Musée Savoisien et de restauration de la Sainte Chapelle ont été enregistrés pour 2 973,71 K€ – Région Auvergne Rhône Alpes et Direction Régionale des Affaires Culturelles, pour la participation au plan prévention du bruit ferroviaire et à la suppression de passages à niveau dangereux sont engagés pour 2 103,95 K€ - Ademe et Région Auvergne Rhône Alpes.

Les recettes de fonctionnement ont augmenté avec la participation de la Région Auvergne Rhône Alpes au Service Public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) et l'expérimentation d'une plateforme territoriale de la rénovation énergétique en Savoie (737,97 K€), le versement sera fait au fil des dossiers déposés.